

YONNE mémoire

/ Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /

numéro **44** / novembre 2020 / 4€ / ISSN1620-1299 /

Sommaire

ÉDITORIAL

Portraits de résistants
par CLAUDE DELASSELLE • 2

LE LIVRE

D'Auxerre à Mauthausen et Prague
Le voyage de Robert Simon dans le siècle
par JOËL DROGLAND • 3

PORTRAIT

Les trois morts des Bois de Saint-Thibault et le réseau Sussex
par CLAUDE DELASSELLE • 9

PORTRAIT

L'été 1940 d'André Malraux à Collemiers
par JOËL DROGLAND • 15

PORTRAIT

Madeleine Baudon, le journal d'une infirmière dans l'Yonne pendant la guerre
par FRÉDÉRIC GAND • 20

PORTRAITS

**PERSONNALITÉS ET
ACTIONS DE LA RÉSISTANCE
DANS L'YONNE**
**ROBERT SIMON,
ANDRÉ MALRAUX,
MADELEINE BAUDON...**

ARORY

• Association pour la Recherche sur
l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

Yonne mémoire 40/44 / Bulletin de l'Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne /
Directeur de publication : T. Roblin / Rédacteur en chef : C. Delasselle / Iconographie : Arory / Coordination : C. Delasselle /
Graphisme et réalisation : F. Joffre / Arory, 2020 / Photos : Arory. /

Site internet : www.arory.com / e-mail : arory.doc@wanadoo.fr / Centre de documentation : 15 bis, rue de la Tour d'Auvergne -
89000 Auxerre / Couverture : documents ARORY / Chevillon Imprimeur, Sens / Dépôt légal à parution.

Portraits de résistants

- CLAUDE DELASSELLE -

Ce nouveau numéro de notre bulletin *Yonne Mémoire* vous propose quatre articles évoquant chacun des personnalités et des actions très différentes. Le premier est un compte-rendu, signé Joël Drogland, du livre récent qu'un anthropologue, Jean-Yves Boursier, qui s'intéresse depuis longtemps à la Résistance dans notre département, a consacré à Robert Simon. Celui-ci, pacifiste convaincu et militant d'extrême-gauche toute sa vie, fut un acteur de la vie politique icaunaise avant et après la Seconde Guerre mondiale. Résistant authentique (ses actions résistantes ont eu lieu à Paris et non dans l'Yonne) et déporté, il fut pourtant, après la guerre, l'objet de violentes attaques dans la presse locale pour avoir déserté en septembre 1939, et il fut exclu au début des années 70 du Parti communiste français dont il avait été un cadre important après la guerre. Une personnalité forte, au parcours politique complexe et parfois déroutant.

Le troisième article, signé Joël Drogland, évoque le court séjour dans l'Yonne, dans l'été 1940, d'un des écrivains français contemporains les plus célèbres, André Malraux.

Le deuxième article, signé Claude Delasselle, évoque le destin tragique de trois résistants non icaunais, que la volonté de participer activement aux combats de l'été 1944, mais aussi le hasard, ont mené à la mort le long de la route Auxerre-Toucy, à quelques jours de la Libération du département. Leur cas est d'autant plus intéressant que deux d'entre eux au moins appartenaient à un réseau allié, le réseau Sussex, qui a joué un rôle dans la préparation du Débarquement de juin 1944, ce qui donne l'occasion d'expliquer ce qu'était ce réseau, fort méconnu du grand public, et dont nous n'avions encore jamais parlé.

Le troisième article, signé Joël Drogland, évoque le court séjour dans l'Yonne, dans l'été 1940, d'un des écrivains français contemporains les plus célèbres, André Malraux. Prisonnier de guerre en juin 1940, affecté comme aide agricole dans un petit village du Sénonais, Collemiers, il va y mener au cours de l'été 1940 une vie paisible, en compagnie d'autres personnalités intellectuelles remarquables (le groupe des « Dix »), sans jamais participer aux travaux agricoles auxquels il aurait dû, en principe, être astreint. Puis il « s'évadera » de ce village à la fin octobre pour éviter le départ en Allemagne, mais ne rejoindra la Résistance que tardivement, au printemps 1944.

Enfin le quatrième article, signé Frédéric Gand, qui a exploité les archives personnelles de la famille, évoque la personnalité et l'action de Madeleine Baudon, une Florentinoise, qui se dévoua comme infirmière pendant toute l'Occupation pour venir en aide aux prisonniers de guerre coloniaux de la région de Saint-Florentin, obtenir des libérations de PG français, fournir une assistance médicale et charitable à de nombreuses personnes, icaunaises ou non. Mais son action, et celle de son mari, fait aussi partie de la résistance « sédentaire » (aide fournie à des PG pour s'évader dans l'été 1940, hébergement, ravitaillement, soins médicaux aux maquisards, transport d'armes etc.). Cette action des « sédentaires », peu évoquée après la guerre, a été cependant indispensable à beaucoup de maquisards pour survivre dans la clandestinité et pouvoir agir les armes à la main contre l'occupant. Un bel exemple aussi de l'action, restée la plupart du temps ignorée, des femmes dans la Résistance. •

D'Auxerre à Mauthausen et Prague

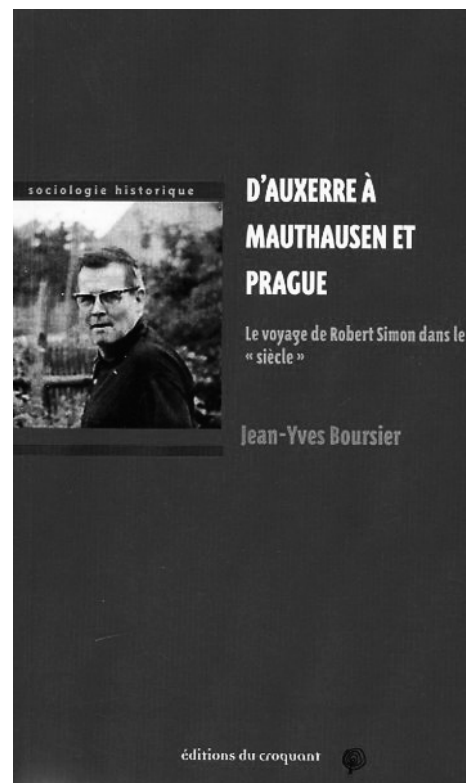
Le voyage de Robert Simon dans le « siècle »

de Jean-Yves Boursier (Éditions du Croquant, 2020, 325 pages, 20 €)

- JOËL DROGLAND -

Jean-Yves Boursier, professeur émérite des Universités, était professeur d'anthropologie à l'université de Nice Sophia Antipolis jusqu'à sa retraite en 2014. Ses thèmes de recherche portent sur l'« anthropologie de la mémoire, l'anthropologie politique et l'anthropologie du patrimoine ».

Il a publié plusieurs ouvrages dans ces domaines : *Musées de guerre et mémoriaux : Politiques de la mémoire* ; *La fabrique du passé : construction de la mémoire sociale, pratiques, politiques et enjeux* ; *Les enjeux politiques des musées de la Résistance. Multiplicité des lieux*. Ses recherches portent aussi sur l'histoire du parti communiste (*La politique du PCF, 1939-1945 : le Parti communiste français et la question nationale*) et sur la Résistance. Il connaît l'histoire de la Résistance dans le département de l'Yonne et a travaillé dans le cadre de la rénovation du musée-mémorial du groupe Bayard à Joigny, groupe de résistance sur lequel il a publié un livre en 1993, *La Résistance dans le Jovinien et le groupe Bayard. Mémoire et engagement*. En 2013, il a publié aux éditions de l'Harmattan, *Armand Simonnot, bûcheron du Morvan. Communisme, Résistance, Maquis*. Cet ouvrage est consacré à Armand Simonnot, bûcheron du Morvan, militant communiste des années 1930, résistant FTP de la première heure, membre puis chef élu du maquis Vauban, garde du corps de Charles Tillon qu'il suivit dans son exil politique après la guerre. Cet ouvrage était le fruit de plusieurs années de recherches, de lectures et de rencontres. Le livre qu'il publie aujourd'hui aux éditions du Croquant est aussi consacré à un militant communiste originaire du département de l'Yonne, lui aussi résistant FTP. Mais c'est un parcours bien plus complexe pour l'analyse duquel



Jean-Yves Boursier mobilise son intérêt pour l'histoire du communisme et pour celle de la Résistance.

Un ouvrage dense, aux sources en partie privées, sur un parcours politique complexe

Anthropologue, publiant son ouvrage dans la collection « Sociologie historique » de son éditeur, Jean-Yves Boursier n'appartient pas au monde des historiens universitaires. Dans l'ouvrage qu'il a publié sur Armand Simonnot, il affirme refuser les problématiques dominantes dans le champ historiographique de la Résistance, en dehors desquelles il entend se situer. Il y fait part d'une conception très personnelle de l'histoire définie comme « une activité idéologique au sens où elle est fondée sur des jugements de valeur subjective, des manières de penser ».

LE LIVRE

Composé de 13 chapitres qui suivent un plan chronologique, l'ouvrage est dense, les informations riches, les faits exposés nombreux, précis et souvent mis en perspective. L'auteur s'appuie essentiellement sur les entretiens qu'il a eus avec Robert Simon et sur l'exploitation des archives personnelles de ce dernier, qui semblent être d'une extrême richesse : correspondances avec d'anciens socialistes et socialistes dissidents des années 1930, d'anciens résistants FTP, d'anciens déportés de Mauthausen, des oppositionnels du PCF, nombreux articles écrits au cours de sa carrière de journaliste, dossiers récupérés à la préfecture de l'Yonne par des membres du PCF ou des FTP lors de la libération d'Auxerre et qui lui furent transmis après son retour de déportation, correspondances adressées aux journaux, autobiographie écrite sous la forme d'un roman qu'il ne parvint pas à achever, etc. Les notes infra-paginales font également référence aux archives de la préfecture de police, à celles du parti communiste et à quelques ouvrages universitaires. On remarque cependant que très peu d'ouvrages universitaires sur l'histoire de la Résistance sont référencés et que la production historique réalisée dans le département de l'Yonne sur l'histoire de la Résistance de l'Yonne n'est citée qu'avec la plus extrême parcimonie. On est également gêné par une certaine opacité des sources. Les archives de Robert Simon sont l'objet de nombreuses références, mais les documents auxquels l'auteur se réfère ne sont connus que de lui et ne sont pas accessibles. Un inventaire de ces sources n'est pas disponible et aucun document n'est reproduit.

**Un engagement pacifiste, antifasciste et socialiste
« déterminé par la haine de la guerre et des notables »**

Robert Simon est né le 28 juillet 1909 à Noyers-sur-Serein (Yonne). Son père, petit vigneron, était charretier de bois l'hiver et sa mère, couturière à domicile. Ils élevèrent trois enfants qui furent tous instituteurs, deux furent résistants de l'intérieur et l'un combattit dans l'armée de Lattre ; tous trois eurent « rapport avec le communisme ». En 1913, le vigneron Ernest Simon participa, avec d'autres paysans de Noyers, à la création d'une section socialiste. Il fut tué sur la Somme en 1916 et Robert devint pupille de la Nation. « *Le cadre dans lequel le jeune Robert sera élevé par sa mère est empreint de chagrin et de deuil* ». Sa mère avait perdu un fils de six ans à la veille de la guerre au cours de laquelle furent tués son mari et ses deux frères. « *La sortie de guerre n'eut jamais lieu pour lui, puisque 70 ans après, il revenait sans cesse sur cette déchirure* ». Reçu à l'École nor-

Les archives de Robert Simon sont l'objet de nombreuses références, mais les documents auxquels l'auteur se réfère ne sont connus que de lui et ne sont pas accessibles. Un inventaire de ces sources n'est pas disponible et aucun document n'est reproduit.

male d'Auxerre en 1925, Robert Simon y étudie jusqu'à sa première nomination, en 1928, dans son village natal. En 1927, il participe aux réunions et manifestations à Auxerre en faveur de Sacco et Vanzetti¹ mais, à cette époque, il n'a pas encore choisi entre la SFIO et le PCF, ce qui se traduit dans ses choix syndicaux puisqu'il adhère d'abord au SNI-CGT (qui est alors contrôlé par les socialistes) puis à la CGTU (contrôlée par les communistes). Il adhère à la SFIO en 1932 et soutient la tendance « Action socialiste », favorable à une alliance avec les communistes dans le cadre du développement du combat antifasciste.

Simon est fondamentalement, viscéralement pacifiste. À Noyers, son village, dans l'Yonne, département rural, la guerre a tué surtout des petits paysans, des gens du peuple. Simon constate que les notables et leurs réseaux ont versé un tribut bien plus faible. Il est fortement hostile à deux notables icaunais, Pierre Perreau-Pradier et Pierre-Étienne Flandin (sur lequel il accumulera de gros dossiers d'archives). Lorsqu'il accomplit son service militaire à Auxerre en 1932-1933, il refuse de suivre le peloton des élèves-officiers de réserve, ce qui lui vaut de la prison. Il participe alors, en uniforme, à la création de deux comités du mouvement Amsterdam-Pleyel². Le travail au sein des « Comités de lutte contre la guerre et le fascisme » et la participation active aux actions antifascistes consécutives au 6 février 1934 lui vaut d'être invité par l'Internationale des travailleurs de l'Enseignement, en août 1934, en URSS, avec des syndicalistes CGTU de l'enseignement.

Habitant Auxerre mais exerçant à Migennes, gros centre cheminot, Robert Simon milite dans ces deux villes. Quand le conseil départemental des comités de lutte décide de doter le mouvement d'un mensuel, Front populaire, il en devient secrétaire de rédaction. Dès l'été 1935, dans les meetings comme dans le journal, le militant communiste Louis Aubry, secrétaire des comités, refuse d'exalter la politique de Staline et, de son côté, Robert Simon appelle les socialistes à renforcer le mouvement. En 1936, une motion Aubry-Simon « contre toute adhésion matérielle ou morale à la guerre » l'emporte au congrès départemental contre une motion appelant à « la défense de l'URSS, principal facteur de paix ». La division du mouvement devient évidente. Au lendemain des élections municipales de 1935, un comité départemental du Front populaire est mis sur pied à Auxerre et Robert Simon y participe comme secrétaire du comité de Migennes. Les tâches principales sont le soutien aux chômeurs, la riposte contre les mobilisations fascistes et, en mai 1936, le soutien aux grèves avec occupation d'usines, notamment à celle des ouvriers de l'entreprise auxerroise Guillet. Peu après, au cours de l'été 1936, quand se constitue le Comité départemental d'aide à l'Espagne républicaine, Robert Simon en devient le trésorier. Il participe à de nombreuses actions d'aide aux réfugiés républicains espagnols.

Sympathisant de la Gauche révolutionnaire, tendance animée par Marceau Pivert au sein de la SFIO, Robert Simon la rejoint dès que Paul Faure dissout la Fédération SFIO de la Seine (tenue par les Pivertistes), en avril 1938. Pivert crée

alors le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP). Simon participe à la fondation du PSOP dans l'Yonne, puis en devient le secrétaire départemental. Ce parti groupe une quinzaine de militants issus de la SFIO, quelques employés, des instituteurs, des postiers, des cheminots. À Migennes, Simon est secrétaire adjoint de l'Union locale CGT et participe activement à la grève du 30 novembre 1938.

Ultra-pacifisme, désertion, errance politique

S'ouvre alors une courte période que Simon a rejetée plus tard et qui fut le fondement des affirmations malveillantes dont il fut par la suite l'objet. Trésorier départemental du mouvement pacifiste « Paix et Liberté », avec Louis Aubry, il organise la dissidence au sein du mouvement. Il évolue alors vers le courant ultra-pacifiste, celui des comités de lutte contre la guerre fondés par le militant icaunais Georges Clémendot qui proclame « *Entre la guerre et le fascisme, nous ne choisissons pas. Nous mettons les deux choses dans le même sac d'ignominies* ». Simon est signataire d'un texte qui évoque ceux qui « essayent de dresser le peuple français contre le peuple allemand ».

Le 2 septembre 1939, Robert Simon est arrêté par les gendarmes alors qu'il distribue aux cheminots de Migennes un tract du PSOP condamnant le Pacte germano-soviétique et la politique du gouvernement Daladier. Fiché comme « propagandiste révolutionnaire », il est traduit devant des officiers qui l'insultent et lui reprochent son comportement pendant son service militaire en 1932-1933. « *Il rejette l'idée de refaire le chemin imposé à son père en 1914-1916* ». Le 16 septembre 1939, enfermé dans l'attente de son départ pour le front, il s'échappe par la fenêtre et se rend chez un camarade : il déserte. La quasi-totalité des militants trotskystes, anarchistes, psopistes, communistes ont rejoint leurs unités. Pour le PCE, il n'est pas question d'encourager la désertion, sauf pour les dirigeants : Thorez déserte sur ordre de l'Internationale communiste le 2 octobre 1939 et gagne l'URSS. Un tribunal militaire condamne Robert Simon par contumace à six ans de prison et il est révoqué de l'Éducation nationale.

Simon se rend à Paris, participe à l'Exode, arrive en Haute-Loire puis décide de se rendre. Il se constitue prisonnier dans une gendarmerie, est emprisonné et arrive à Auxerre le 13 juin au soir. Il est envoyé à Dijon et incorporé durant la journée du 14 juin à un convoi hétéroclite de déserteurs, de militants communistes internés et de civils accusés de propos défaitistes. La colonne est rattrapée par les Allemands et Simon, désormais prisonnier de guerre mais en tenue civile, réussit à s'évader après diverses pérégrinations. Il prend le train pour Migennes puis Auxerre, occupé depuis le 15 juin. Il gagne sa vie pendant quelques temps en vendant *L'Informateur auxerrois*, journal ouvertement pétainiste qui se fait l'écho des positions de Pierre-Étienne Flandin et de la majorité des notables de l'Yonne, qu'il exérait avant la guerre. Il distribue aussi un lexique franco-allemand, « *ce qui revient à considérer que la domination allemande est établie pour longtemps et qu'il est nécessaire d'apprendre la langue des nouveaux maîtres du pays* ».

Il se rend plusieurs fois à Paris où il participe à des réunions d'anciens membres du PSOP au cours desquelles il est question de créer un « Mouvement national révolutionnaire (MNR) ». Prenant acte de la domination nazie, il s'agissait de travailler au « redressement national et social de la France ». Simon envisage-t-il de « composer avec l'occupant », à une époque où, rappelons-le, le parti communiste négocie avec ce dernier la réparation de *L'Humanité* et demande à ses militants de paraître au grand jour ?

Engagement résistant à la confluence d'un réseau gaulliste et du groupe FTP Valmy

Dès janvier 1941, Robert Simon distribue des tracts gaullistes refusant, par-là, de s'engager dans la voie prônée par le MNR. Fin septembre 1941, il est mis en contact avec Raymond Laverdet, un ancien du PSOP de Montrouge, devenu le responsable d'une mission envoyée en France par le BCRA (service d'action et de renseignement de la France libre à Londres), la mission « Dastard ». Sur cet engagement gaulliste de Simon, Jean-Yves Boursier utilise essentiellement la correspondance entre Laverdet et Simon après la guerre, négligeant les archives du BCRA du Centre historique de la Défense à Vincennes, et les études historiques sur la mission Dastard³.

Laverdet a gagné Londres, s'est engagé au BCRA, a été formé dans les camps d'entraînement anglais puis a été parachuté dans le nord de l'Yonne le 7 septembre 1941, avec pour mission de prendre contact avec des groupes de

Le 16 septembre 1939, enfermé dans l'attente de son départ pour le front, il s'échappe par la fenêtre et se rend chez un camarade : il déserte.

résistants. Les premiers résistants que Laverdet rencontre à Paris appartenaient à l'« Armée des Volontaires », nom donné au rassemblement des rescapés d'une nébuleuse de petits groupes décimés par les polices allemandes⁴. Ces premiers contacts lui permettent d'organiser matériellement sa mission et de trouver un lieu d'émission radio. Les archives du BCRA confirment un contact régulier de Laverdet avec Londres à partir du 9 octobre. Laverdet entre en contact avec des responsables clandestins de la SFIO, dont Henri Ribière (l'un des fondateurs de Libération-Nord), à qui il remet des fonds. Son objectif est de constituer un groupe de sabotage d'usines et de propagande.

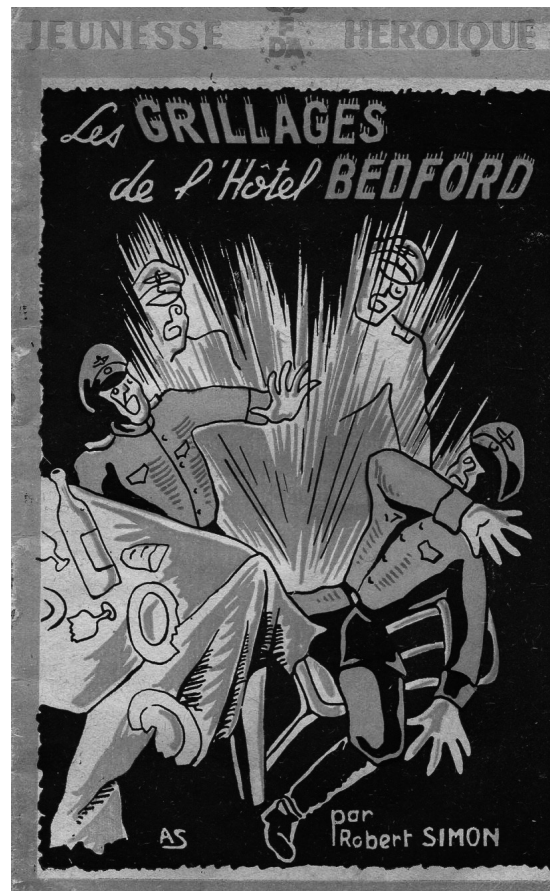
Il rencontre Robert Simon, qui a pour sa part fait connaissance avec André Jacquot. Ancien des Brigades internationales, entré au parti communiste avant la guerre, Jacquot est devenu responsable militaire du groupe FTP « Valmy ». Dans un entretien avec Roger Faligot et Rémi Kauffer⁵, Robert Simon confirme cette rencontre : « *Dans un restaurant à deux issues boulevard Bonne-Nouvelle, j'étais entré en relation de sympathie avec André Jacquot, qui a fini par m'avouer son appartenance au PC clandestin. Ce devait être en octobre ou novembre 1941 et Jacquot mettait sur pied le*

LE LIVRE

groupe Valmy, une unité de choc des FTP Jacquot m'a expliqué qu'il souhaitait entrer en contact avec les gaullistes. (...) Dans l'organigramme de Valmy, chaque militant était désigné par un nom de ville, je suis entré dans le groupe sous le nom de Lyon. J'ai établi le contact entre Jacquot et Laverdet, et constaté avec plaisir que tous les deux s'entendaient très bien. Si bien que le second a accepté, au nom du BCRA, de nous remettre des armes ». Les contacts entre Laverdet et les responsables communistes aboutissent donc positivement. Londres accepte un parachutage d'armes destinées au groupe Valmy sur un terrain que Laverdet fait homologuer et un parachutage a lieu le 1^{er} mai 1942, sur le territoire de la commune de Courlon, dans le nord de l'Yonne. Le « détachement Valmy » a été créé par la commission des cadres du parti communiste, elle-même sous les ordres directs de Jacques Duclos. Ce fut dans un premier temps une police interne au Parti chargée de « liquider les traîtres » (c'est le titre de l'ouvrage de Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre qui en retrace l'histoire, l'action et la chute, Robert Laffont, 2007). À l'été 1942, une seconde mission lui est confiée et un groupe d'action spécialisé dans les attentats contre les troupes d'occupation dans la capitale est constitué. Il reçoit l'ordre de commettre des attentats contre les troupes d'occupation afin de servir d'exemple aux FTP. Les hommes disposent désormais d'armes et d'explosifs anglais de grande qualité, fournis par le parachutage de la mission Dastard. Le 8 août 1942, Robert Simon, qui a adhéré au parti communiste, lance une grenade par la fenêtre ouverte de la salle du restaurant de l'hôtel Bedford, occupée uniquement par des militaires allemands. En 1946, Robert Simon signera dans la collection « Jeunesse héroïque », publiée « avec le concours de l'association nationale des anciens FTP-F », un petit ouvrage édifiant et romancé intitulé *Les grillages de l'hôtel Bedford*. À l'automne 1942, le groupe « Valmy » réalise plusieurs attentats spectaculaires : une bombe explose au cinéma Rex le 17 septembre (2 morts, 20 blessés), à la gare Montparnasse le 13 octobre. Le bilan est certes modeste (25 Allemands tués dans le département de la Seine entre juin 1941 et décembre 1942) mais le PCF veut affirmer sa place dans la Résistance et conquérir une légitimité compromise par la politique qui a été la sienne jusqu'au printemps 1941. Fin octobre 1942, le groupe « Valmy » est démantelé par les policiers des Brigades spéciales. Torturé puis livré aux Allemands qui le condamnent à mort, Robert Simon est emprisonné à Fresnes durant l'hiver 1942-1943, puis à Romainville d'où il est déporté, avec ses camarades, pour Mauthausen (Autriche) en mars 1943.

Déporté à Mauthausen, organisateur de la résistance au sein du camp

Sur les 26 hommes du groupe « Valmy » déportés, 12 décédèrent dans les camps. Simon est déporté NN⁶ à Mauthausen, centre d'un vaste complexe concentrationnaire comptant environ 80 annexes. Il passe 270 jours en quarantaine au Block 16, où des centaines de détenus sont isolés, transformés en cobayes, livrés à de pseudo-médecins pour



Récit romancé de l'attentat de l'hôtel Bedford par Robert Simon

Torturé puis livré aux Allemands qui le condamnent à mort, Robert Simon est emprisonné à Fresnes durant l'hiver 1942-1943, puis à Romainville d'où il est déporté, avec ses camarades, pour Mauthausen (Autriche) en mars 1943.

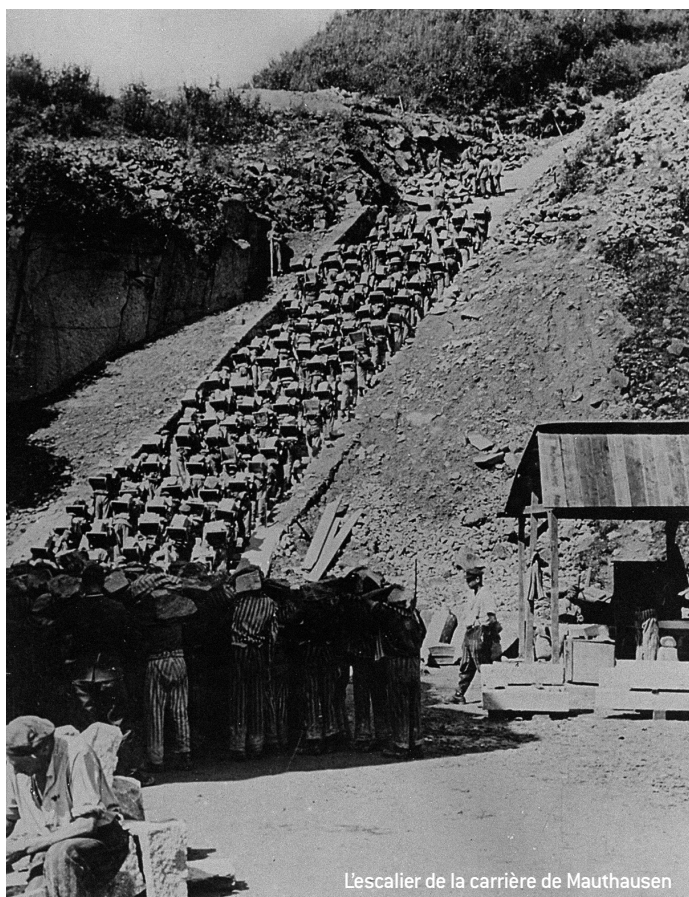
subir des expériences alimentaires⁷. À sa sortie du Block, il contracte une dysenterie hémorragique et échappe de peu à la mort grâce à la solidarité d'autres déportés, en particulier espagnols. Affecté à la carrière de Mauthausen, Robert Simon y rencontre Octave Rabaté, qu'il connaissait de l'époque du mouvement « Paix et Liberté » et qui s'était employé à organiser, avec Jean Laffitte, l'appareil communiste clandestin. Le 9 mars 1944, Laffitte et Simon sont envoyés à Ebensee, une annexe du camp principal où d'anciennes galeries de mines de sel sont aménagées en usines souterraines productrices de fusées V1. Là, avec Souque, Rabaté et Simon organisent le triangle de direction de la résistance communiste clandestine. Grâce à l'organisation communiste clandestine, Simon est nommé *Kapo* des latrines, un poste stratégique dans le camp car on y recevait des informations et on pouvait y communiquer avec l'ensemble du camp.

En janvier 1945, Simon est désigné pour se consacrer à l'organisation militaire qu'il dirige en liaison avec Jean

Laffitte. Les troupes américaines libèrent le camp le 6 mai 1945. Quelques jours après, le Comité international, de fait le parti communiste, prend le pouvoir au sein du camp libéré. Simon est chargé de mettre en place une police du camp.

Militant de la mémoire communiste de la déportation

Robert Simon est rapatrié fin mai 1945 et regagne Auxerre en juin. En octobre 1945, des rescapés français du camp de Mauthausen créent l'« Amicale des déportés politiques de la Résistance de Mauthausen et de ses commandos dépendants » (aujourd'hui « Amicale de Mauthausen-déportés, familles et amis »). En 1953 est créé le « Comité international des Anciens de Mauthausen » regroupant les associations nationales d'anciens déportés du complexe concentrationnaire. L'Amicale fait édifier des monuments à Mauthausen et à Paris, se mobilise pour la chasse aux criminels de guerre et, dans le contexte de la « guerre froide », contre le réarmement de l'Allemagne. Simon participe aux activités de l'Amicale de Mauthausen et rédige de nombreux articles et discours. Il est également le responsable de la section d'Auxerre de l'ADIRP (Association départementale des déportés, internés et résistants patriotes), fédération départementale de la FNDIRP (Fédération nationale des déportés, internés et résistants patriotes), fondée en 1945 et liée au PCF. « Pendant des décennies, Robert Simon est le cadre du PCF dans la FNDIRP de l'Yonne (...) Cette forme de prestige assure du pouvoir dans le Parti et Robert Simon en



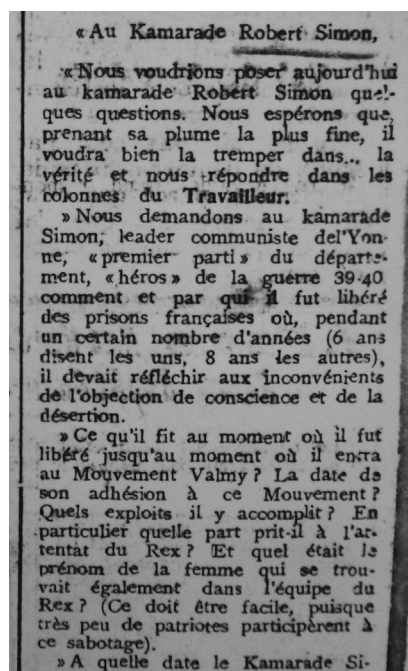
L'escalier de la carrière de Mauthausen

avait conscience, d'autant plus que personne dans la fédération de l'Yonne ne pouvait afficher dans les années 1960 des états de service équivalents.»

Militant communiste à l'échelle départementale, nationale et internationale dans la ligne stalinienne

Dans l'Yonne, le parti communiste sort de la guerre beaucoup plus puissant qu'il n'y était entré. Sa place dans la Résistance, l'importance du Front national et l'activité des FTP ont très largement amplifié les débuts de l'implantation réalisée dans les années du Front populaire et du mouvement pacifiste et antifasciste. Ses adhérents sont bien plus nombreux qu'avant la guerre, et il en va de même de ses électeurs. Plus d'un électeur icaunais sur quatre vote communiste en 1946, alors qu'ils étaient moins de un sur dix en 1936. Le parti communiste est devenu la seconde formation politique du département, derrière la droite modérée. La fédération dispose désormais d'un journal, *Le Travailleur*, d'un local et d'une dizaine de permanents.

De retour à Auxerre le 6 juin 1945, Robert Simon est appelé à la direction de la fédération de l'Yonne du PCF. Affecté au journal bi hebdomadaire *Le Travailleur*, qui tire à 20 000 exemplaires, il en devient le directeur de 1947 à janvier 1949, date de sa disparition. « Il retrouve un travail de journaliste politique (...), un travail de polémiste (...) Il occupe un excellent poste d'observation, de collecte d'informations et de travail de propagande, de mobilisation politique. Il donnera une forte impulsion à ce journal. » Simon mène dans *Le Travailleur* une virulente campagne contre les notables non épurés : Jean Moreau par exemple qui a été réélu maire d'Auxerre malgré son passé vichyste judiciairement sanctionné. La « guerre froide » venue, la droite étant fortement implantée dans l'Yonne, Simon est violemment attaqué dans différents journaux comme « Simon le déserteur », sur fond de campagne anticommuniste.



Article hostile à Robert Simon [*L'Éclair de l'Yonne*, 10 avril 1947]

LE LIVRE

niste. Simon reçoit peu de soutiens et ces accusations vont le poursuivre longtemps, reprises par certains socialistes. Simon a été amnistié par décret en novembre 1945 de la condamnation du tribunal militaire de 1940. Il a été décoré en 1946 de la Médaille de la Résistance.

La disparition du *Travailleur* pour des raisons financières fait perdre son emploi à Simon au début de 1949. L'appui de Laffitte, avec lequel il est resté ami, va le tirer d'affaire. Il est affecté au « Comité de préparation du Congrès mondial de la Paix » présidé par l'écrivain communiste Louis Aragon et dont Laffitte est le secrétaire général. Simon devient secrétaire de rédaction et administrateur de la revue en France et des éditions nationales dans les pays occidentaux. Rôle qui le conduit à Bâle, à Bruxelles, à Londres, à Vienne, à Berlin et à Prague au siège du Conseil. « Dès lors Simon passe de l'appareil local icaunais du PCF à l'appareil central, et même à l'appareil international dans le contexte de la guerre froide. » La revue est publiée en plusieurs langues ; elle est un vecteur de diffusion des thèses du Kominform⁸ et une source de financement pour le PCF. Simon occupe un poste de confiance, celui de secrétaire de rédaction, qui contrôle et corrige les articles. Quand le service des cadres du PCF lui demande de faire de l'espionnage politique sur les rédacteurs, il refuse. Sa situation va alors vite se dégrader, alors qu'il était tout à fait dans la ligne stalinienne anti-titiste⁹.

Dans les années 1947-1951, la fédération de l'Yonne du PCF traverse une crise profonde. Les hostilités personnelles et les affaires privées semblent y avoir plus d'importance que les luttes idéologiques qui accompagnent alors la « guerre froide », la stalinisation et la campagne « anti-titiste ». Insultes, diffamations, violentes altercations, démissions, évictions, interventions du Comité central déchirent le parti. Les résistants influents sont tous évincés du secrétariat fédéral, perdent leurs fonctions de permanent et parfois s'éloignent du parti. En 1952, son origine auxerroise vaut à Simon d'être suspecté au moment où se prépare la mise à l'écart de Charles Tillon, celui-ci ayant un secrétaire, Marcel Valtat, et un garde du corps, Armand Simonnot, l'ancien commandant du maquis Vauban, tous les deux déjà originaires de l'Yonne. Robert Simon est alors « démissionné » de ses fonctions. Réintégré à sa demande dans l'Éducation nationale, il retrouve un poste d'instituteur dans l'Yonne à la rentrée de 1953. Il redevient membre du comité fédéral du PCF de l'Yonne à partir de 1956.

Exclu du parti communiste pour « activités fractionnelles et désagrégratrices »

En 1959, Robert Simon s'engage dans la tentative oppositionnelle du groupe « Unir-Débat pour le socialisme », dont l'objectif était « le redressement démocratique du PCF ». Les abonnés et sympathisants du bulletin Unir sont principalement de vieux communistes des années 1930 et de la Résistance, surtout des intellectuels et des cadres intermédiaires. La direction fédérale ne réussit pas à l'écarter du Comité fédéral en 1959 ; par contre plusieurs de ses amis le sont. Simon s'engage ensuite dans la campagne pour la

réhabilitation de Marty. Il « conduit bien une activité oppositionnelle et fractionnelle », mais son opposition ne remet pas en cause le PCF en tant que parti. Simon reste populaire au sein du PCF de l'Yonne, à Auxerre tout particulièrement, et Jean Cordillot, « l'homme de confiance de la direction du PCF dans l'Yonne », qui a pris en main la fédération, n'ose pas encore s'en prendre directement à lui. Il faudra attendre les événements de 1968 et la crise tchécoslovaque pour qu'il agisse.

Condamnant immédiatement, dans *l'Yonne républicaine*, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques dans l'été 1968, Simon participe à la création du « Mouvement du 5 janvier » pour une Tchécoslovaquie libre et socialiste, et en est secrétaire de 1972 à 1977. Il est exclu du PCF le 13 novembre 1970 par trois voix contre deux, pour « activités fractionnelles et désagrégratrices » et parce qu'il « s'est révélé l'un des dirigeants d'opérations menées en ce sens par divers groupes d'exclus, de renégats, de trotskystes et d'autres anti-communistes notoires ».

L'itinéraire politique de cet instituteur pacifiste, antifasciste, socialiste puis communiste « peut apparaître complexe et sinueux ». Jean-Yves Boursier estime qu'il « est largement représentatif de celui de nombreux militants venus au PCF pendant la Résistance et ayant, par la suite, tenté sans succès de « redresser le Parti de l'intérieur ». L'ouvrage de Jean-Yves Boursier fournit une grande quantité d'informations sur la vie politique du département de l'Yonne et sur l'histoire de la fédération communiste de l'Yonne en particulier. Il vient compléter les connaissances déjà solides sur l'histoire du département des années 1930 aux années 1970. Mais le parcours de Robert Simon étant complexe, touchant au pacifisme, au communisme, à la Résistance, à la « guerre froide », à la contestation interne au sein du parti communiste, l'intérêt de l'ouvrage va au-delà de l'histoire du département de l'Yonne, d'autant plus qu'il est émaillé de réflexions sur les conditions dans lesquelles se construit le récit historique. •

Notes :

1. Deux anarchistes d'origine italienne, Nicola Sacco et Bartolomeo Vanzetti, furent condamnés à mort et exécutés en 1927 aux États-Unis pour des crimes qu'ils n'avaient pas commis. Des comités de défense furent créés dans le monde entier pour sensibiliser l'opinion sur cette injustice. En France, les manifestations et les pétitions venues de la gauche en faveur des condamnés furent nombreuses. Ils furent officiellement réhabilités en 1977.

2. L'initiative de ce mouvement revient à deux écrivains, Henri Barbusse et Romain Rolland. Le 27 mai 1932, ils publient dans *L'Humanité* un appel pour la tenue d'un congrès contre la guerre. Ce Congrès mondial de lutte contre la guerre impérialiste se déroule à Amsterdam les 27 et 28 août 1932. Il fusionne ensuite avec le Congrès Européen contre le fascisme et la guerre, qui se réunit du 4 au 6 juin 1933 à la salle Pleyel de Paris. Le Parti communiste français et par delà, l'Internationale communiste, jouent un rôle de premier plan dans l'organisation de cet événement antifasciste. Dans l'Yonne, département rural qui avait beaucoup souffert de la Grande Guerre, ce mouvement pacifiste prit une grande ampleur. Il atteignit son apogée en 1936, avec 6 000 adhérents. Il prit cette année-là le nom de « Paix et Liberté ». Voir l'article

de Guy Lavrat, *Le mouvement Amsterdam-Pleyel (Paix et Liberté) dans l'Yonne, 1932-1939*, in *Les gauches dans l'Yonne (1919-1947)*, Les Cahiers d'Adiamos, n°1, octobre 2008.

3. Joël Droglan, *L'une des premières missions gaullistes en France occupée. La mission Dastard dans l'Yonne*, Yonne mémoire, n° 24, novembre 2010. La source indispensable à toute étude de la mission Dastard est le compte rendu de la mission Dastard établi par Laverdet le 15 novembre 1944, Archives nationales, 46 Mi 12 SDECE.

4. Claude Delasselle et Joël Droglan, *Retour sur l'Armée Volontaire et la mission Dastard*, Yonne mémoire, n° 30, novembre 2013.

5. Entretiens réalisés les 15 et 22 mai 1987. Roger Faligot et Rémi Kauffer, *Les Résistants. De la guerre de l'Ombre aux allées du pouvoir ; 1944-1989*, Fayard, 1989, chapitre 6.

6. NN, en allemand *Nacht und Nebel* (nuit et brouillard), est le nom de code des « directives sur la poursuite pour infractions contre le Reich ou contre les forces d'occupation dans les territoires occupés ». Elles sont l'application d'un décret du 7 décembre 1941 signé par le maréchal Keitel et ordonnant la déportation de tous les ennemis ou opposants du Troisième Reich. En application de ce décret, il était possible de transférer en Allemagne toutes les personnes représentant « un danger pour la sécurité de l'armée allemande » et de les faire disparaître dans un secret absolu.

7. En avril 1943, le III^e Reich rencontrait de grosses difficultés pour ravitailler le front de l'Est. Ses chercheurs ont mené

des expériences sur les cobayes du Block 16 en leur faisant absorber une nourriture sans viande, sans pain, constituée de farines diverses et de son, ce qu'ils nommaient *Ostkost*, nourriture de l'Est, exclusive de toute autre, distribuée à raison de trois soupes par jour. Tous les quinze jours, tous les déportés devaient subir une prise de sang qui aggravait l'affaiblissement causé par ce type de régime alimentaire.

8. Le Kominform est l'organisation centralisée du mouvement communiste international entre 1947 et 1956. Il est le successeur du Komintern, ou III^e Internationale. Le nom de Kominform vient de la contraction, en russe, de Bureau d'information des partis communistes et ouvriers. Le but de l'organisation est de permettre au Parti communiste de l'Union soviétique, donc à Staline, de contrôler étroitement l'évolution idéologique et politique des États ou partis communistes participants. La création du Kominform par Staline apparaît comme une réponse au plan Marshall américain, refusé sous la pression soviétique par les démocraties populaires d'Europe orientale.

9. En janvier 1948, le conflit éclate entre le maréchal Tito et Staline. Lors de la troisième réunion du Kominform, en juin 1948 à Bucarest, le communisme yougoslave de Tito est condamné pour être trop éloigné du modèle soviétique. Le Parti communiste yougoslave est exclu et une épuration « anti-titiste » intervient chez tous les membres de l'organisation. L'accusation de « titisme » supplante celle de trotskisme dans les conflits internes aux partis communistes. Elle est le prétexte de purges internes menées par les dirigeants stalinien.

PORTRAITS

Les trois morts des Bois de Saint-Thibault et le réseau Sussex

- CLAUDE DELASSELLE -

Le 19 août 1944, en début d'après-midi, trois hommes sont abattus par les Allemands le long de la route D 965, au lieu-dit Les Bois de Saint-Thibault, à peu près à mi-chemin entre les villages de Pourrain et de Villefargeau, à une dizaine de km à l'ouest d'Auxerre. Deux d'entre eux, Pierre Binet et Florentin Mouchet sont morts semble-t-il sur le coup, un troisième, Étienne Ancergues, blessé, a pu donner au maire de Villefargeau son identité avant de mourir dans la soirée (un quatrième, Alain Pellerin de Beauvais, qui conduisait le véhicule, sera fusillé à Troyes trois jours plus tard).

Qui sont donc ces hommes, pourquoi se trouvaient-ils à ce moment-là dans l'Yonne et pourquoi ont-ils été tués à cet endroit ? Deux d'entre eux, Ancergues (23 ans) et Binet (22 ans), étaient jeunes et célibataires, le troisième, Florentin Mouchet, nettement plus âgé (44 ans), marié et père de famille. La consultation de leurs dossiers conservés à Vincennes et à Caen¹ permet de connaître assez bien leur personnalité et leur activité résistante, très intéressante puisqu'elle se rattache, pour deux d'entre eux, à un réseau allié ayant fonctionné en France en 1944 et fort peu connu du grand public, le réseau Sussex².

réussit à sauter du véhicule et à s'enfuir ; les cinq autres, Évelyne Clopet, Roger Fosset, André Noël, Marcel Biscaino et Aristide Crocq furent torturés par des *Feldgendarmes* puis fusillés dans une carrière au petit matin du 10 août⁶. Au total, les équipes Sussex eurent 15 agents tués (dont Binet et Ancergues) en mission ou en déportation.

Dans l'été 1944, considérant que leur mission au sein de leur réseau était terminée, certains membres des équipes Sussex (dont Pierre Binet et Étienne Ancergues) demandèrent à leur chef, Vincent Saubestre⁷, la permission de rejoindre la Résistance pour pouvoir participer activement aux combats de la Libération. Pierre Binet connaissait personnellement un des membres du maquis de Merry-Vaux (Maquis 2 du Service national maquis de l'Yonne), installé près de Toucy depuis le printemps 1944 : il s'agit de Claude Yves de la Bruchellerie, dont il avait peut-être fait connaissance pendant ses études universitaires. Ce dernier, secrétaire général de la Préfecture de l'Yonne depuis avril 1944, avait gagné à la fin du mois de juillet 1944 le maquis de Merry-Vaux et avait proposé à Binet de le rejoindre⁸. Effectivement, Pierre Binet vint au maquis de Merry-Vaux au début août et participa à au moins un des parachutages obtenus par ce maquis.

Adrien Sadoul (colonel « Chevrier »), chef départemental FFI de l'Yonne, qui séjournait dans ce maquis, ordonna à Pierre Binet de retourner à Paris demander à Saubestre l'autorisation de rester au sein du maquis de Merry-Vaux jusqu'à la fin des opérations de la Libération. Binet revint donc à Paris et enrôla avec lui Étienne Ancergues⁹. Avant de partir dans l'Yonne, ces deux hommes firent la connaissance à Paris de Florentin Mouchet, qui n'avait pas fait partie des équipes Sussex mais qui désirait sans doute se rapprocher de son domicile, Chalon-sur-Saône. Ces trois hommes se procurèrent un véhicule, une camionnette fonctionnant au gazogène, et décidèrent de partir ensemble dans l'Yonne, en compagnie d'un quatrième, Pellerin de Beauvais, qui conduisait le véhi-

cule. Avant d'étudier l'enchaînement des circonstances qui ont mené ces quatre hommes à leur destin fatal, arrêtons-nous à l'examen de leur personnalité et de leur activité résistante.

Les victimes



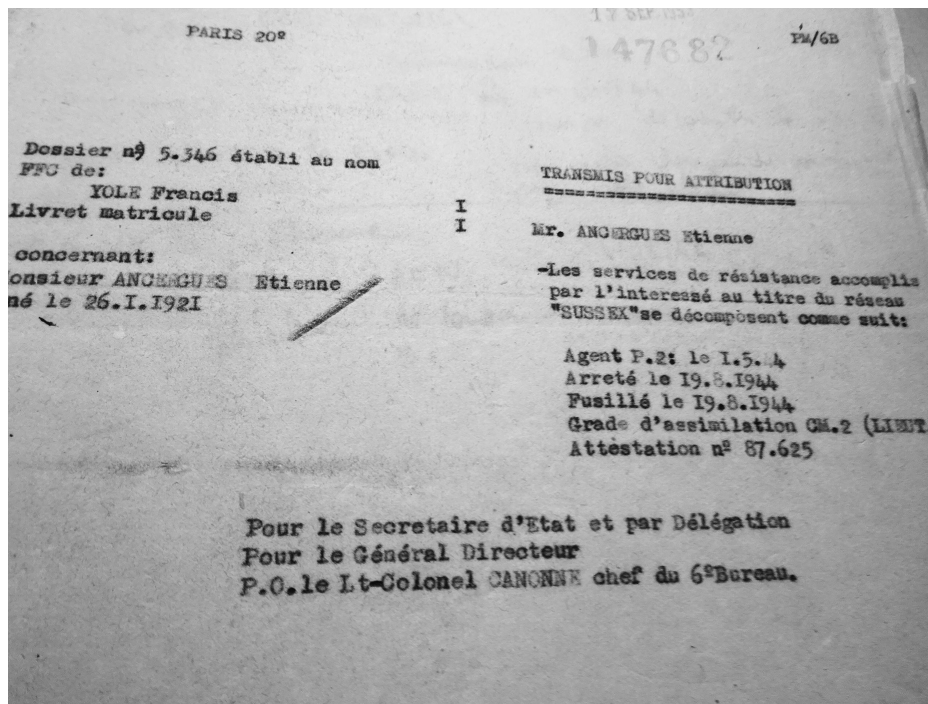
Pierre Binet (SHD Vincennes, dossier 16 P 60807)

Pierre Étienne René Binet semble bien être l'élément moteur de ce petit groupe. Né le 6 février 1922 à Nantes (Loire-Inférieure à l'époque), il est le fils de René Binet, industriel, et de Marie-Isabelle Lefèvre-Utile. Il appartient donc à une des familles les plus connues de la grande bourgeoisie nantaise¹⁰. Après son baccalauréat, il a fait sa PMS (préparation militaire supérieure) à la Faculté de droit de Nantes. Il est affecté le 15 mai 1940 comme élève officier d'aviation à l'école de pilotage de Brest, où il est démobilisé le 19 juin. Il poursuit ensuite ses études, sans doute à Paris : il est titulaire d'une licence d'histoire-géographie et d'une licence en droit ; il parle l'anglais, l'allemand, l'italien, l'espagnol. Après l'Armistice de juin 1940, il semble avoir séjourné en zone non occupée, à Vichy, sous un faux nom (Barbier), employé comme comptable, et s'être évadé par l'Espagne mais son dossier ne précise pas comment ni à quelle date. On le retrouve en 1943 au Maroc où il signe son engagement dans les FFL le 19 juillet, à Casablanca. Après

avoir été élève-pilote au Maroc, il est muté à l'école de pilotage de Rayak en Syrie, puis il rejoint à sa demande le BCRA d'Alger le 5 octobre 1943. Il part pour l'Angleterre le 27 novembre 1943 et est intégré au BCRA à Londres. En janvier 1944, il est affecté au réseau Sussex (sous les pseudos de « Lucien » puis « Gaudin ») et fait partie d'une des deux équipes Pathfinder parachutées sur le sol français dans la nuit du 8 au 9 février 1944. On lui connaît un autre pseudo, « Robert Polit », et c'est sous ce dernier que le connaît Ancergues, puisque c'est celui qu'il donne au maire de Villefargeau avant de mourir. **Étienne André Georges Ancergues** est issu d'un milieu beaucoup plus modeste. Un peu plus âgé que Binet puisqu'il est né le 26 janvier 1921 à Agen (Lot-et-Garonne), il est le fils d'André Ancergues, employé aux chemins de fer, et de Marie Alice Sercau, employée de bureau. Il est admis à l'école des apprentis marins à Brest en octobre 1937 et s'engage dans la Marine nationale le 10 février 1938 ; il y poursuit sa carrière comme quartier-maître radio sur le cuirassé « Océan » puis sur le contre-torpilleur « Gerfaut ». Il a servi dans la Marine nationale en 1939 et 1940 au Levant et au Maroc. Affecté le 12 juillet 1941 à Port-Lyautey, il rejoint Agadir le 1^{er} janvier 1943, puis Londres à une date inconnue et signe son engagement au sein du BCRA le 1^{er} janvier 1944. Il est nommé au sein de la mission Sussex le 1^{er} mai 1944, avec le grade de lieutenant, chargé des communications radio. Sous le pseudonyme d'« Asnier », il est parachuté en France le 7 mai 1944, dans l'Eure-et-Loir, en compagnie de son « binôme », l'officier Bertrand (pseudo « Fontanes ») et tous deux gagnent Paris.

Le troisième mort de la route de Toucy, **Florentin Étienne Louis Mouchet**, est très différent des deux premiers. Il est beaucoup plus âgé, n'a sans doute pas fait d'études autres que primaires, il est marié et a quatre enfants. Né à Paris, dans le XV^e arrondissement, le 21 août 1899, fils de François Mouchet et de Virginie Rallut, il y exerce la profession d'ajusteur. Il est ensuite venu (à une date inconnue) s'installer

PORTRAITS



Attestation des services actifs d'Étienne Ancergues (SHD Vincennes, dossier 16 P 12041)

à Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire), où il s'est marié avec Lucie Champfroy, née le 17 septembre 1905, avec laquelle il a eu quatre enfants, deux garçons, nés respectivement en 1924 et 1941, et deux filles, nées respectivement en 1928 et 1935, tous et toutes à Chalon-sur-Saône. Il n'a pas fait la guerre de 14-18 puisqu'il n'a été incorporé dans l'armée qu'en 1919 et n'a pas été incorporé non plus en 1939. En juin 1940, il travaillait comme ajusteur dans une entreprise de Chalon-sur-Saône. Il s'est engagé en février 1943 dans le réseau de renseignement « Andromède »¹¹, dont il était agent de liaison. Nous ne savons pas pourquoi il se trouvait à Paris en août 1944, ni comment il a fait la connaissance de Binet et d'Ancergues.

Le quatrième homme, le conducteur de la camionnette, appartient au même groupe d'âge et au même milieu social que Pierre Binet : peut-être avaient-ils fait déjà connaissance à Paris pendant leurs études ? **Alain Yves Marie Pellerin** de Beauvais est né le 18 octobre 1920 dans le XVI^e arrondissement à Paris. Il est le fils de Pierre Pellerin de Beauvais, ingénieur, et de Marie-Antoinette Guynot de Boismenu. Il s'est marié le 7 septembre 1942,

au Consulat de France à Monaco, avec Anne Huot de Longchamp, avec laquelle il a eu un enfant et réside à Paris. Nous ne savons absolument rien sur un éventuel engagement de sa part dans la Résistance, dans un réseau ou autre. Nous ne connaissons que son pseudonyme, « Gazo », et le fait que c'est lui qui conduisait la camionnette dans laquelle ces quatre personnes ont quitté Paris dans la soirée du 18 août pour se rendre dans la région de Toucy.

L'enchaînement fatal des événements

Que s'est-il passé ensuite ? Nous en savons les grandes lignes mais bien des détails manquent. Arrivés au petit matin à Toucy (un véhicule à gazogène, ça ne roule pas vite et il faut refaire le plein de charbon de bois souvent...), ils ont eu la malchance de tomber sur un groupe de soldats allemands à la recherche d'un véhicule pour rejoindre à Auxerre un convoi allemand qui devait partir pour Troyes. Nous sommes le 19 août, l'armée américaine avance rapidement vers l'Est, une de ses patrouilles motorisées d'avant-garde a même traversé Aillant-sur-Tholon le 16 août, les troupes

Que s'est-il passé ensuite ? Nous en savons les grandes lignes mais bien des détails manquent.

d'occupation savent qu'il est temps de partir si elles ne veulent pas se retrouver prisonnières. Les Allemands de Toucy réquisitionnent donc le véhicule qui vient d'arriver. Pourquoi ont-ils gardé les quatre occupants alors qu'ils auraient pu tout simplement les abandonner là, ou les exécuter s'ils avaient pensé qu'il s'agissait de « terroristes » ? Quatre hommes, jeunes en majorité, circulant à cette date, la nuit, dans une camionnette, ne pouvaient que paraître fortement suspects aux yeux des troupes d'occupation, même si (mais on ne le sait pas) il n'y avait pas d'armes dans le véhicule. Qu'ils aient gardé le conducteur peut se comprendre, mais les trois autres ? Sans doute comme otages, en cas de mauvaise rencontre avec des groupes « terroristes » ...

Toujours est-il que la camionnette est repartie de Toucy, le 19 août vers 14 h, en direction d'Auxerre, emmenant, outre le chauffeur, « Gazo » le bien nommé, ses trois compagnons et un nombre inconnu de soldats allemands. La malchance, à nouveau, a voulu que ce véhicule ait été attaqué, quelques km après le village de Pourrain, dans la traversée des Bois de Saint-Thibault, par un groupe de résistants de la région. Quel groupe ? Nous ne le savons pas mais on peut penser qu'il s'agissait d'un des groupes de la compagnie FTP Pierre Dumont, qui s'était constituée au début 1944 à Diges, village proche du lieu de l'attaque et qui a mené en juillet et août 1944 plusieurs attaques de ce type

FICHE DE RENSEIGNEMENTS CONCERNANT UN AGENT P.2 323

NOM : MOUCHET Prénoms : Florentin Etienne Louis Pseudo: Tintin

Né le : 22-8-1899 à : Paris (15^e) Département: Seine

Nationalité : F^m

Situation de famille : marié

Dates de naissance des enfants : 27-8-28 - 30-6-35 - 10-12-4

Profession : ajusteur

Adresse actuelle de la famille : rue Claude Gery

Recrutement de : Seine 3^e Bureau n° matricule de recrutement: 500

Durée effective des services actifs : ans, mois, jours.

FRANCE COMBATTANTE: Réseau : Andromède Date d'entrée : 1-2-43

Réseau : Date d'entrée :

Grade : { Réel : 2^e cl.
Assimilation : homologation au grade de 2^e lieutenant à titre posthume

Fonctions : agent de li

Arrêté le : 19-8-44 à : Villefargeau Département: Yo

Prisons & camps successifs :

n° matricule au dernier camp :

Interprété (ou décodé) le : 19-8-44 à : Villefargeau

Hospitalisé à : au : au :

A obtenu des convalescences militaires délivrées par la Subdivision , et valables du : au :

Présenté (ou en instance de présentation) à la Commission de Réfo

de : Pourcentage d'invalidité accordé :

Dossiers { de réforme constitué le : remis à:
d'agent P.2 constitué le : remis à:
de pension constitué le : remis à:

Démobilisé le : à compter du : par:

Décorations obtenues (références) :

Etes-vous en possession de :
- attestation de grade signée du Délégué Général F.F.C.I de P.

Attestation des services actifs de Florentin Mouchet (SHD Vincennes, dossier 16 P 433310)

contre des véhicules allemands dans ce secteur¹². Nous ne savons pas non plus comment s'est déroulé le combat, sa durée, ni les pertes éventuelles de chaque côté. Ce qui semble sûr, c'est que, après que les résistants aient décroché, les Allemands ont fait descendre Ancergues, Binet et Mouchet du véhicule et les ont exécutés sur le bord de la route. Seul Ancergues a survécu sur le moment à ses blessures. Il a été ensuite transporté (par qui ?) au village voisin de Villefargeau où, avant de mourir dans la soirée, il a eu la force de donner son identité et celles (ou du

moins ce qu'il en savait) de ses deux compagnons au maire du village. La camionnette, toujours conduite par « Gazo », a ensuite continué sa route jusqu'à Auxerre, puis jusqu'à Troyes. Dès son arrivée, Pellerin de Beauvais fut interné dans la prison située rue Hennequin, puis fusillé le 22 août avec 48 autres prisonniers au champ de tir de Crenoy, près de Troyes (13). On peut donc penser que même si le véhicule n'avait pas été attaqué aux Bois de Saint-Thibault, les trois autres auraient probablement été exécutés, soit à Auxerre, soit à Troyes.

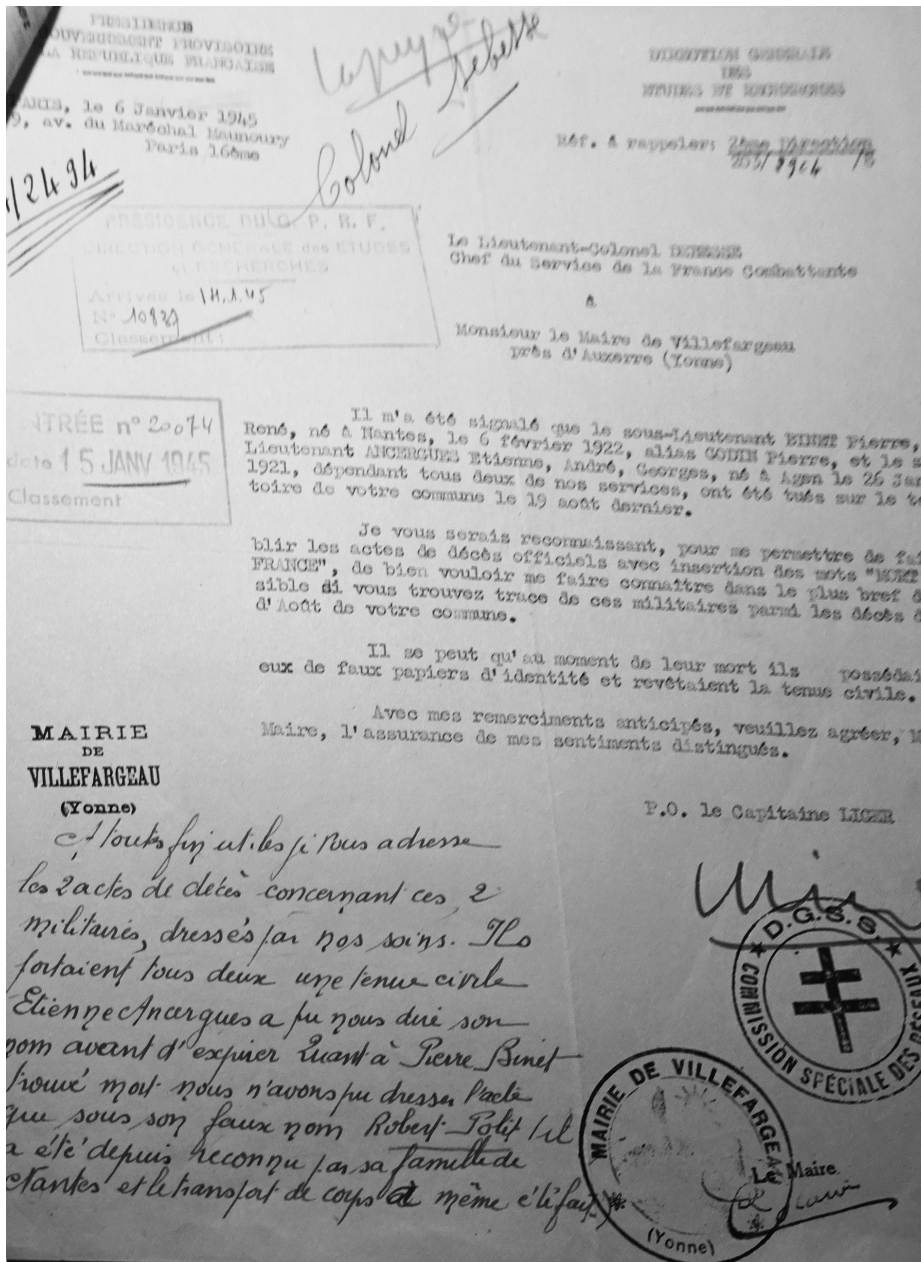
Un petit monument érigé sur le lieu même de l'exécution, au bord de la route Toucy-Auxerre, rappelle la mémoire d'Ancergues, Binet et Mouchet. Le nom de Pellerin de Beauvais figure sur le monument érigé en mémoire des fusillés du champ de tir de Crenoy, dans l'Aube. Les noms d'Ancergues, Binet et Mouchet figurent également sur le monument des déportés et fusillés de l'Yonne situé place Saint-Amâtre à Auxerre. Tous quatre ont été homologués « Morts pour la France ». Ancergues est titulaire à titre posthume de la *Silver Cross*, la *Military Cross*, la Croix de guerre avec palmes et la médaille de la Résistance. Binet est titulaire à titre posthume de la DSC (*Distinguished Service Cross*) américaine, de la Croix de guerre avec palmes, de la médaille de la Résistance et de la Légion d'honneur. Mouchet est titulaire à titre posthume de la Légion d'honneur. Pellerin de Beauvais a été homologué sous-lieutenant FFC. •

Notes :

1. Pour Ancergues, SHD de Vincennes, dossiers GR 28 P 4 173-187 et 16 P 12041, et AVCC Caen 21 P 7611 ; pour Binet, dossiers SHD GR 28 P 4 172-109 et 16 P 60807 ; pour Mouchet, dossier SHD 16 P 433310 et AVCC Caen 21 P 105711 ; pour Pellerin de Beauvais, dossier AVCC Caen 21 P 129409.

2. L'essentiel des informations de cet article concernant le Plan Sussex est tiré du site internet intitulé « L'Historique du Plan Sussex » (www.plan-sussex-1944.net), où l'on peut trouver de très nombreux renseignements sur ce sujet, y compris une liste de 116 agents Sussex et les photos d'une trentaine de ces agents ; on peut y trouver aussi un récapitulatif détaillé de toutes les missions d'infiltration et d'exfiltration d'agents alliés en France pendant la Seconde Guerre mondiale. Par ailleurs Dominique Soulier, le fils de Georges Soulier, un des agents Sussex, a constitué en Alsace un petit musée consacré à la mémoire des agents du Plan Sussex ; ce musée est intégré depuis quelques années au très important *Memorial Military Park* inauguré en 2017 et installé à La Wantzenau, à 12 km au nord de Strasbourg, une des plus importantes collections de matériel militaire concernant la Seconde Guerre mondiale en Europe. Dominique Soulier est aussi l'auteur de plusieurs livres sur la question, dont *Le Plan Sussex*,

PORTRAITS



Attestation manuscrite du maire de Villefargeau (SHD Vincennes, dossier Binet 16 P 60807)

opération ultra secrète américano-franco-britannique, 1943-1944, éditions Hirlé, 2009 et *Le Plan Sussex. Guerre secrète en France occupée. 1939-1945*, Histoire et Collections, Paris, 2013. Enfin le colonel Rémy a évoqué les missions Sussex dans un de ses ouvrages, *Mémoires d'un agent secret de la France libre* (édité en 7 volumes, entre 1947 et 1950, par les éditions Raoul Solar et réédité en 3 tomes, de 1998 à 2003, par les éditions France Empire).

3. À l'origine, les équipes Sussex devaient être parachutées « blind », à l'aveugle, c'est-à-dire sans groupe de réception ni contacts mais le colonel « Rémy » refusa de prendre ce risque et obtint la création et l'envoi de deux équipes Pathfinder

pour préparer l'arrivée des équipes Sussex.

4. Un des principaux lieux d'accueil des équipes Sussex, trouvé par « Jeannette » (Jeanne Guyot), était un café situé à Paris, au 8 rue Tournefort, dans le 5^e arrondissement, et tenu par Andrée Goubillon, dont le mari était prisonnier de guerre en Allemagne. Après la guerre, ce café (fermé en 1986) fut repeint et rebaptisé « Café du réseau Sussex » et une plaque commémorant le rôle de ce café dans la Résistance fut apposée sur un mur (voir le site internet « Plan Sussex »).

5. Le plan Sussex fut complété par le Plan Proust, qui était une opération de renseignement franco-américaine : 65 agents envoyés dans la zone du

Débarquement ont continué et complété à partir du 6 juin 1944 le travail de renseignement effectué par les équipes Sussex (voir le site internet www.plan-sussex-1944.net).

6. Ces agents avaient-ils été repérés auparavant par des agents allemands, ou leur arrestation n'est-elle due qu'à un malheureux hasard ? Le récit « officiel » de cet événement se trouve dans le livre du colonel « Rémy », *Les mains jointes*, paru en 1948, qui fait partie des 7 volumes des *Mémoires d'un agent secret de la France libre*. Ce récit a été depuis fortement mis en cause par la nièce d'Évelyne Clopet, Sylvie Kabina-Clopet, qui mène des recherches pour prouver que l'affaire est beaucoup plus compliquée que le récit qu'en a fait le colonel « Rémy » (voir le site internet lepetitvendomois.fr, « Qui a tué Évelyne, agent OSS du Plan Sussex ? »).

7. Vincent Saubestre, né le 19 avril 1906 à Aubervilliers (Seine), était pilote dans l'Armée de l'Air française avant la guerre. Il s'est évadé par l'Espagne au printemps 1943 ; après avoir été arrêté à Pampelune et avoir réussi à s'évader, il parvient à gagner Gibraltar et à rejoindre l'Angleterre. Il s'engage dans les FAFL en août 1943. Affecté au BCRA à compter du 1^{er} janvier 1944, il est nommé chef de la mission Pathfinder, avec le grade de lieutenant-colonel, et parachuté avec Pierre Binet, Jeanne Guyot et Georges Lassalle dans la nuit du 8 au 9 février 1944.

8. Sur le Maquis de Merry-Vaux et Claude Yves de la Bruchollerie, voir le CD-Rom *La Résistance dans l'Yonne, AERI-ARORY*, 2004. Le Maquis de Merry-Vaux a été surnommé par certains le « maquis mondain » parce qu'il comptait parmi ses cadres plusieurs personnes issues de la bourgeoisie aisée et cultivée, dont son chef militaire, Guy de Kergommeaux, Adrien Sadoul, le chef départemental FFI de l'Yonne, Claude Yves de la Bruchollerie, Pierre Escoffier, etc.

9. Voir Bailly Robert, *Si la Résistance m'était contée*, éd. ANACR-Yonne, 1990, p. 421-422.

10. La biscuiterie Lefèvre-Utile (produisant entre autres les fameux « Petits LU ») était déjà à cette époque une entreprise importante, très connue en France et même emblématique de la ville de Nantes. Le père de Pierre Binet et ses oncles faisaient partie de la direction de l'entreprise.

11. Le réseau « Andromède » était un des plus importants réseaux de renseignement ayant agi en France, d'abord essentiellement en zone Sud. Créé par Albert Kohan (« Albert Berthaud ») en 1943, sous le nom de réseau « Nestlé », il passa sous le commandement du colonel Henri Jacquier (« Garnier ») après le décès de Kohan dans le crash de l'avion qui le

ramenait à Londres, le 18 décembre 1943. Il prit alors le nom de réseau « Andromède » et étendit ses activités au nord de la France. Il prit enfin le nom de réseau « Athénée » en avril 1944. Il travaillait pour le compte du BCRA (voir site internet museedelaresistanceenligne.org).

12. Voir, dans le CD-Rom *La Résistance dans l'Yonne*, les fiches consacrées à la compagnie FTP Pierre Dumont.

13. Le 22 août 1944, vers 18 h, les Allemands ont emmené les 49 prisonniers de la prison de la rue Hennequin en direction du champ de tir de Creney. Là, les 49 hommes ont été alignés le long de trois fosses, mitraillés dans le dos puis achevés d'une balle dans la tête. On a retrouvé leurs corps enchevêtrés dans les fosses. Un monument dédié aux martyrs du 22 août (auxquels s'ajoutent quatre résistants aubois qui y avaient été exécutés le 22 février 1944) a été inauguré à cet endroit le 24 août 1946 en présence d'une foule considérable. Voir dans le CD-Rom *La*

Résistance dans l'Aube, AERI, 2010, deux fiches consacrées au massacre de Creney : Rémi Dauphinot et Christian Lambart, *Les fusillés de Creney, 22 août 1944*, et Christian Lambart, *Le monument des martyrs de Creney* (contenant la liste nominative des 53 personnes fusillées en ce lieu, dont Pellerin de Beauvais, ainsi que des photos montrant les corps gisant dans les fosses).



La stèle des Bois de Saint-Thibault (cliché ARORY)

L'été 1940 d'André Malraux à Collemiers

- JOËL DROGLAND -

Prisonnier de guerre détenu à Sens, André Malraux fut envoyé à Collemiers (village situé à 7 km au sud-ouest de Sens) avec dix autres prisonniers, dans le cadre de la mise à disposition des prisonniers de guerre pour les travaux agricoles. Arrivé début août 1940, il s'en « évada » fin octobre en compagnie de son demi-frère. Durant cet été icaunais, Malraux écrit un roman et noua de solides et définitives amitiés.

Interne à l'école Saint-Jacques de Joigny, Noël Chevauchez habitait Collemiers et il était en vacances chez ses parents durant l'été 1940. Malraux fut son précepteur durant tout l'été. La compagnie du grand homme fascina celui qui deviendra plus tard un éminent professeur

de lettres. Noël Chevauchez a publié dans la revue *Études Villeneuviennes* deux articles sur le sujet : *Un été à Collemiers avec Georges-André Malraux*. Juin-Octobre 1940, n° 25, 1997 et *Jours de Guerre à Collemiers*, n° 33, 2005. Grand connaisseur de l'œuvre de Malraux et de la littérature fran-

çaise, disposant de sources rares, telle la correspondance entre Malraux et sa future seconde épouse, Josette Clotis, Noël Chevauchez traite dans ces deux articles des réalités matérielles du séjour de Malraux et de ses compagnons, de la personnalité de Malraux révélée par les circonstances, ainsi que l'importance de ces quelques mois sur l'homme, son univers mental et son œuvre littéraire.

Les deux articles de Noël Chevauchez sont donc la source essentielle de cet article qui traitera plus particulièrement des conditions matérielles et historiques du séjour de Malraux à Collemiers.

PORTRAITS



Malraux en 1944 (Cliché Musée de l'Ordre de la Libération)

Le contexte national et local : des prisonniers de guerre par centaines de milliers, mis par le vainqueur à la disposition de l'agriculture française

Lors de l'invasion de la France en juin 1940, les Allemands ont fait un nombre considérable de prisonniers de guerre, évalué pour toute la France à environ 1,8 million. L'une des conditions de l'armistice accepté par la France leur imposait de rester sous la domination de l'Allemagne jusqu'à la paix. Il est difficile d'apprécier de façon précise le nombre des prisonniers de guerre français détenus dans l'été 1940 sur le territoire de notre département¹. À Sens, plusieurs camps regroupent au moins 10 000 prisonniers ; à Auxerre, plus de 11 000 prisonniers sont répartis dans trois camps principaux ; des prisonniers de guerre sont entassés parfois dans des églises, comme à Sens dans la cathédrale, ou à Vézelay, dans la basilique. Des camps plus ou moins improvisés

Dans les premiers jours de l'invasion, ces cantonnements improvisés, baptisés Frontstalag, sont assez mal surveillés et il a donc été possible à un certain nombre de prisonniers de s'en échapper.

et éphémères sont ouverts à Tonnerre, en plein champ près de la voie ferrée, à Saint-Florentin, à Cravant, à Joigny, à Pont-sur-Yonne, et sans doute ailleurs encore. On peut évaluer le nombre de ces prisonniers entre 25 000 et 30 000 au moins. Certains sont originaires de l'Yonne, mais la plupart, comme le montrent les listes de ces prisonniers conservées aux Archives départementales, viennent de toutes les régions de la France et appartiennent pratiquement à tous les corps d'armée. Ils sont là par suite des hasards de la Débâcle et de la répartition opérée par les Allemands dans les camps de prisonniers qu'ils ont ouverts, dans la plus totale précipitation et impréparation, sur le

territoire de la France occupée.

Dans les premiers jours de l'invasion, ces cantonnements improvisés, baptisés *Frontstalag*, sont assez mal surveillés et il a donc été possible à un certain nombre de prisonniers de s'en échapper. Ainsi à Sens, de nombreux prisonniers ont été cantonnés d'abord dans la cathédrale, le palais synodal et la halle. Sous prétexte de leur apporter du ravitaillement, des habitants de Sens ont pu les approcher, leur apporter des vêtements civils et des papiers d'identité qui ont permis à certains de s'évader.

Cette situation ne dure pas longtemps : dès le début du mois de juillet, les autorités allemandes acceptent, à la demande du gouvernement français (mais aussi dans leur propre intérêt), de mettre une partie de ces prisonniers à la disposition des agriculteurs de la zone occupée. En effet les travaux de la moisson vont commencer et la main-d'œuvre manque cruellement dans les campagnes. Beaucoup de femmes d'agriculteurs dont le mari ou les enfants ont été mobilisés puis faits prisonniers, ou ont réussi à échapper à l'encerclement mais sont bloqués en zone non occupée, réclament des

prisonniers de guerre pour les aider à faire face aux gros travaux agricoles de l'été.

Dans les instructions qu'il donne le 9 juillet aux maires des communes rurales, le préfet de l'Yonne précise que l'entretien des groupes de prisonniers ainsi mis à la disposition d'agriculteurs ou d'entrepreneurs de chantiers forestiers est à la charge de ceux-ci et que « *pour l'instant, la question des salaires ne se pose pas.* » Il précise qu'en principe ces prisonniers sont regroupés en équipes de travail, composées d'une trentaine d'hommes en moyenne, dont les autorités allemandes se réservent le contrôle et la surveillance. Ils travaillent dans les champs par

petits groupes dans la journée et sont rassemblés le soir dans un local fourni par la commune et gardés par des soldats allemands. Cependant, il est arrivé bien souvent que de très petits groupes de prisonniers soient affectés dans des fermes isolées ou des hameaux et logés sur place par les cultivateurs, sans surveillance allemande. Dans ce cas, il était évidemment beaucoup plus facile à ces prisonniers de s'évader, avec (ou sans) la connivence de leur employeur, et même souvent son aide délibérée.

Au total, ce sont près de 11 000 prisonniers de guerre, donc sans doute plus du tiers de leur effectif dans l'Yonne qui, retirés des camps de prisonniers allemands du département et affectés dans l'été 1940 dans des « équipes agricoles » ou « forestières », vont largement contribuer à la réussite des récoltes de l'été 1940. Cela ne va pas sans poser quelques problèmes : des cultivateurs se plaignent que les hommes qu'on leur a envoyés ne connaissent rien à l'agriculture et à la conduite des attelages et ne leur sont par conséquent que d'une bien faible utilité. Par ailleurs, une fois les moissons terminées, certains cultivateurs demandent qu'on les débarrasse de cette main-d'œuvre devenue plus coûteuse qu'utile puisqu'il leur faut la nourrir. D'autres, au contraire, auxquels on a retiré ces prisonniers après la moisson, en réclament pour les gros travaux de labour de l'automne. Certaines catégories de prisonniers, telles les agents de la SNCF, certains fonctionnaires, les boulangers et les bouchers, ainsi que les agriculteurs et les ouvriers agricoles, bénéficient de congés de captivité leur permettant de retrouver leurs foyers.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer le séjour d'André Malraux à Collemiers

Ce séjour n'a rien d'exceptionnel, ce qui est particulier c'est que les onze hommes de l'équipe séjournant à Collemiers n'ont pas fait de travaux agricoles et étaient pour plusieurs d'entre eux des intellectuels.

En juin 1940, Malraux a 38 ans. C'est un grand écrivain, célèbre depuis la

À la déclaration de guerre, Malraux, qui avait été ajourné en 1922 et réformé en 1929, s'engage à Provins ; il est accepté comme simple soldat de deuxième classe dans un régiment de chars et incorporé le 14 avril 1940 comme dragon au 41^e dépôt de cavalerie motorisée, près de Provins, où il reste jusqu'au 14 mai 1940.

publication de son roman *La Voie royale* et ses déboires judiciaires en Indochine, mais plus encore pour avoir reçu le prix Goncourt en 1933 pour *La Condition humaine*, puis pour son engagement aux côtés des Républicains espagnols, et aussi pour son roman *L'Espoir*, publié en décembre 1937. Il est marié depuis 1921 avec Clara Goldschmidt et père d'une petite fille qui a 7 ans. Mais il est en instance de divorce et, depuis 1932, entretient une liaison avec la romancière Josette Clotis qui attend un enfant de lui. Journaliste à *Marianne*, protégée de Gaston Gallimard, Josette Clotis a publié son premier roman en 1932, est rapidement devenue une célébrité, et la maîtresse d'André Malraux en 1933. En 1937, ils ont voyagé ensemble aux États-Unis pour collecter des fonds pour la toute jeune République espagnole.

À la déclaration de guerre, Malraux, qui avait été ajourné en 1922 et réformé en 1929, s'engage à Provins ; il est accepté comme simple soldat de deuxième



Josette Clotis
(cliché Géni)

classe dans un régiment de chars et incorporé le 14 avril 1940 comme dragon au 41^e dépôt de cavalerie motorisée, près de Provins, où il reste jusqu'au 14 mai 1940². Il reçoit une instruction d'élève sous-officier et espère devenir « tankeur », mais les événements ne lui en laissent pas le temps. Il décrira ainsi sa guerre dans un entretien avec

Jean Lacouture en 1973 : « *Nos chars de Provins étaient hors d'état de nous porter hors du polygone d'entraînement. En mai, nous avons fait mouvement à pied, avec des antichars. Nous avons un peu tirillé. J'ai été très légèrement blessé le 15 juin. Et le 16, nous étions faits prisonniers comme des fantassins, à mi-distance à peu près de Provins et de Sens, où on nous dirigea...* » C'est à Paroy, au sud de Provins (et non à Paroy-en-Othe comme on le lit parfois) qu'il est fait prisonnier avec son régiment, le 16 juin 1940, le jour où les Allemands entrent à Sens. Il semble qu'en fait Malraux n'ait pas été blessé au combat, mais que ses pieds étaient endoloris par des souliers trop étroits, ce pour quoi il fut soigné par des infirmiers de la *Wehrmacht* au camp de prisonniers de Sens³. Il est interné d'abord dans la cathédrale puis, avec des milliers de prisonniers, dans le camp Barbier⁴ (*Frontstalag 150*), à la sortie nord de Sens, entre la route de Paris et l'Yonne.

Un groupe de dix compagnons se forme autour d'André Malraux

C'est dans ce camp que onze hommes que rien ne destinait à se rencontrer constituent un groupe soudé par une profonde et solide amitié, qui durera bien au-delà de la guerre.

Albert Beuret, coiffeur dans le civil, était le sous-officier sous les ordres duquel Malraux avait été incorporé. Leurs relations n'avaient pas été faciles mais « *l'infortune les avaient rapprochés* »⁵. Albert Beuret restera toute sa vie l'un des plus proches amis d'André Malraux. Il occupera les charges de chef du secrétariat particulier de Malraux lorsque celui-ci fut ministre de l'Information, puis ministre délégué à la Présidence du Conseil, puis ministre d'État, avant de devenir le chef de

cabinet de Malraux devenu ministre chargé des Affaires culturelles. Ils travailleront ensemble sur la collection « L'Univers des formes » fondée par Malraux chez Gallimard et il accompagnera Malraux en Chine lorsque ce dernier rédigea ses *Antimémoires*. Il fut l'exécuteur testamentaire de Malraux après sa mort en 1976.

Jean Grosjean, alors prêtre ouvrier-ajusteur, partageait avec Malraux un même goût pour la littérature et la poésie. La rencontre entre Malraux et Grosjean, telle que la rapporte Grosjean, dans la promiscuité et la chaleur du camp Barbier, ne manque pas de saveur : « *On a engagé ensemble une conversation sur la notion de temps. Lui prônait le temps hégélien, je prônais le temps biblique. À ce propos, je lui montrai mes notes tirées de mes lectures et de mes traductions de la Bible. Je lui confiai, et au lieu d'en discuter, il me dit qu'il les avaient données à Gallimard pour les éditer* ». Les deux hommes échangèrent des points de vue, s'étonnèrent mutuellement et sympathisèrent. Jean Grosjean dirigera plus tard La Nouvelle Revue Française chez Gallimard et préfacera les œuvres complètes de Malraux dans la collection de la Pléiade⁶.

« *Séduit sans doute par le brio des conversations entre Malraux et Grosjean qui tranchaient sur la médiocrité des propos habituels, Jean-Baptiste Jeener, tout naturellement, s'introduisit dans cet univers poétique et littéraire. Il deviendra journaliste au Figaro, spécialisé dans la critique dramatique.* »

L'abbé Georges Magnet se joignit au groupe. Personnage d'une stature exceptionnelle, surnommé affectueusement « La Barbe » par ses compagnons, il était né à Dieulefit (Drôme) et avait été successivement professeur de philosophie et curé de la Bâtie-Rolland (Drôme). Il sera résistant dans la Drôme et rejoindra le maquis du Vercors en mars 1944, passant outre à l'interdiction de son évêque de devenir aumônier de la Résistance, et participera à la libération de Romans. Il fut exécuté sommairement le 27 août 1944 à Bourg-de-Péage, dans la Drôme⁷. Six autres prisonniers se joignirent à eux, à l'initiative de Malraux

selon Noël Chevauchez : André Clavier, Paul Pluche, Petitjean, Boulmé, Martin, Voinsle.

Des intellectuels aux champs

Le « Groupe des Dix⁸ » arrive à Collemiers le 5 août 1940, à pied, par le chemin qui passe par le village de Paron. Ils sont détachés aux travaux agricoles dans le village de Collemiers, avec l'accord et sous la responsabilité du maire Désiré Courgenay⁹. Monseigneur Lamy, l'archevêque de Sens, grand admirateur du maréchal Pétain, a-t-il appuyé l'opération comme le pense Noël Chevauchez ? C'est possible, mais cette opération était tout à fait courante et banale sans cet appui ; de nombreux prisonniers ont ainsi été détachés dans les campagnes.

Malraux est le plus âgé du groupe. Tous vont désormais partager « *les idées, les repas, les corvées et les espoirs : leurs modestes ressources sont réunies en une seule cagnotte.* »

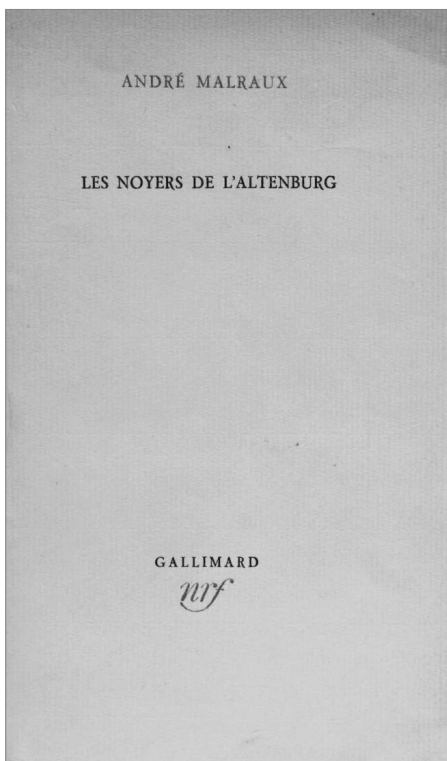
À Collemiers, les prisonniers sont d'abord logés dans une masure sans aucune commodité, que jouxtait une grange vétuste et encombrée. Il n'y avait pas l'eau courante, ce qui obligeait les « Dix » à aller au ruisseau avec des seaux. Pour qualifier ce lieu, les villageois parlaient de « la maison des Dix ». L'officier allemand responsable de la surveillance des prisonniers la trouva indigne d'eux et fit réquisitionner une belle demeure vide, la résidence d'été du général Guitry, lui-même en captivité en Allemagne. Le logement était beaucoup plus confortable¹⁰. La particularité du groupe de Collemiers, outre qu'il est plus intellectuel que la moyenne, et peut-être pour cette raison, est le fait que les hommes n'effectuent pas de travaux agricoles sauf s'ils sont volontaires pour le faire. L'abbé Magnet participe ainsi volontairement à la moisson. Malraux fit valoir son inaptitude, ainsi que ses compagnons ; tous firent valoir leurs autres aptitudes, tout en donnant le change lorsque c'était nécessaire. Ils peuvent aller et venir librement ; leur ravitaillement est assuré par les agriculteurs (et à l'époque, fournir la nourriture quotidienne pour onze hommes adultes n'est pas une mince affaire). Ils sont

soumis à la surveillance discrète et bienveillante d'un lieutenant allemand.

Malraux et Beuret donnent quelques cours d'histoire et de littérature à des enfants du village (dont Noël Chevauchez, qui en garda des souvenirs précis et émerveillés). Malraux range la bibliothèque et organise des discussions du soir, ce qui fait dire à Noël Chevauchez qu'à Collemiers naquit

Malraux et Beuret donnent quelques cours d'histoire et de littérature à des enfants du village (dont Noël Chevauchez, qui en garda des souvenirs précis et émerveillés).

la première Maison de la Culture ! « *Ainsi, réunis autour d'un animateur exceptionnel et subjugués par son éloquence et sa culture, de jeunes soldats issus de tous métiers et de tous horizons reprirent contact avec les choses de l'esprit et beaucoup s'étonnaient d'entendre parler de Chateaubriand et de Rousseau dont les noms évoquaient à peine de vagues souvenirs de collègue.* » Au cours de ses promenades champêtres, Malraux découvre la nature et travaille à l'écriture d'un roman, publié en Suisse en 1943 sous le titre *La Lutte avec l'ange*, et réédité après la guerre sous son nouveau titre, *Les Noyers de l'Altenburg*, qui sera sa dernière œuvre romanesque. Il y consacre la moitié de ses journées. Il puise dans les paysages qui l'entourent une partie de son inspiration : « *Sur un chemin vicinal de l'Yonne, dans la lumière dorée de l'automne 40, Malraux, Beuret et Grosjean, chacun une serpe à la main, faisaient croire qu'ils allaient à quelque travail forestier... Malraux donc racontait à deux camarades Les Noyers de l'Altenburg qu'il était en train d'imaginer. L'idée même de ces grands noyers lui était venue en traversant, à Gron, une sombre esplanade de marronniers¹¹* ». Les noyers de l'Altenburg seraient donc les marronniers de Gron ! Il entretient une correspondance soutenue avec Josette Clotis. Noël Che-



vauchez a eu accès à cette correspondance dont il dit que l'« on n'y trouve ni effusions romantiques, ni confidences intimes mais seulement des témoignages affectueux, un sage vouvoiement et une grande réserve ». Les extraits qu'il en donne montrent un Malraux très préoccupé de problèmes matériels, en particulier l'attente d'un paiement que lui doit le magazine *Life* alors qu'il manque d'argent et que la naissance prochaine de l'enfant que porte Josette Clotis va occasionner des dépenses. Josette vient rendre visite à André début septembre 1940. La situation n'est pas exceptionnelle et révèle que l'on était assez éloigné des conditions d'une captivité. Plusieurs prisonniers firent venir leur épouse ou leur maîtresse. Afin de ne pas gêner leurs compagnons, et en même temps accueillir leur invitée dans l'intimité, ils louaient des chambres dans le village, ce que firent André Clavier et Paul Pluche. Henriette, épouse de Paul Pluche, mit au monde leur petite fille Françoise le 31 août 1940 à Collemiers, et l'abbé Magnet célébra le baptême dans l'église du village, André Malraux étant le parrain¹² ! Les couples louaient alors une chambre au premier étage de l'auberge-épicerie du village, ou dans une petite pension de famille quand

l'auberge était complète. Roland, le demi-frère de Malraux, vint aussi plusieurs fois à Collemiers, dont une fois en compagnie de Josette Clotis, la dernière fois, fin octobre, pour participer à l'« évasion » de son demi-frère.

« Confortable évasion »

Noël Chevauchez constate que « la vie à Collemiers, relativement agréable dans le contexte de l'Occupation, avait quelque peu estompé le désir d'évasion. Les prisonniers s'installaient dans la routine et la vie de famille ». On peut lire parfois que Malraux quitta Collemiers parce qu'il avait appris que les Allemands avaient décidé de rendre la liberté à quelques écrivains dans le but de se concilier l'opinion française et internationale et que Gide et lui étaient comptés parmi ces libérables. La version que présente Clara Malraux nous semble bien plus vraisemblable :

« Sous peu, les prisonniers de la région de Sens allaient être transportés en Allemagne, ce qu'André, avec raison, voulait éviter. Il lui fallait donc s'évader le plus vite possible¹³. » Quand la nouvelle se répandit que les Allemands allaient regrouper les PG et qu'on pouvait donc craindre un départ en Allemagne (l'Occupant exigea alors un contrôle administratif plus strict de la part des autorités préfectorales et municipales, rendant ainsi plus difficiles les évactions), Malraux organisa son départ. Ce terme convient mieux que celui d'évasion. Roland lui apporta un costume civil et des chaussures et, le 31 octobre 1940, les deux frères munis de deux billets prirent le train en gare de Sens pour Montluçon d'abord, où Malraux fut hébergé par un ami, puis pour Hyères après avoir passé la ligne de démarcation. « Confortable évasion » écrira Malraux à Jean Paulhan.

Josette accoucha prématurément de Pierre-Gauthier Malraux le 5 novembre, à la clinique de Neuilly¹⁴. Mais s'il s'appelle Malraux, c'est parce que son demi-frère Roland l'a reconnu, André n'étant pas divorcé. Malraux attendit mars 1944 avant de s'engager dans la Résistance. Pendant deux ans et demi, il s'y refusa, malgré de nombreuses sollicitations : celles de Jean-Paul Sartre, de Simone de Beauvoir, de

Roger Stéphane, de Claude Bourdet, de Serge Ravanel. Il estimait que la Résistance française, manquant d'armes et d'argent, n'était pas une affaire sérieuse. Ses deux demi-frères, Roland et Claude, s'engagèrent plus tôt et très activement. Ce n'est qu'après leurs arrestations¹⁵ que Malraux s'engagea, pour des actions qu'il exagéra beaucoup par la suite¹⁶. •



La plaque de la Place des Dix à Collemiers.

Notes :

1. Arch. dép. Yonne, 1 W 643, 645 et 651.
2. Olivier Todd, *André Malraux, une vie*, Gallimard, 2001.
3. Biographie d'André Malraux, Wikipédia. À noter que cette biographie est insidieusement malveillante.
4. Il s'agit du Frontstalag 150, qui dépend administrativement du Frontstalag de Saint-Florentin et sera fermé en novembre 1940.
5. La présentation des compagnons de Malraux, et donc les citations, sont empruntées aux deux articles cités de Noël Chevauchez.
6. Le premier recueil poétique de Jean Grosjean est publié chez Gallimard en 1946. Il quitte la prêtrise en 1950. Son œuvre littéraire se compose de 13 recueils de poésie et de 12 récits bibliques. Il est l'auteur de nombreuses traductions : Ancien Testament, Évangiles, Coran, tragiques grecs. En 1989, il fonde chez Gallimard, avec J.-M.G. Le Clézio la collection « L'Aube des peuples », afin de publier les grands textes fondateurs des civilisations. Le Clézio lui a rendu hommage dans un article publié dans le n° 479 de la NRF, en décembre 1992.
7. Notice biographique de Georges Magnet, *Le Maitron, dictionnaire biographique des fusillés*. Malraux évoque Magnet dans les *Antimémoires* et Jean-Baptiste Jeener lui a consacré un livre, *La Barbe, un homme de mon cœur*, éditions Les Forces Vives, 1967.
8. On ne sait pas pourquoi les habitants de Collemiers parlèrent des « Dix » alors qu'ils étaient onze ! Nous n'avons de

PORTRAITS

renseignements biographiques que sur cinq d'entre eux.

9. Succédant à Paul Grémy, Désiré Courgenay fut maire de Collemiers d'avril 1940 à 1947. Sa conduite patriotique explique qu'il ait été reconduit après la Libération. Âgé de 57 ans, il était agriculteur.

10. La première « maison des Dix » était située 24 rue de la Vossière. L'emplacement a été transformé depuis. La résidence du général Guitry où ils logèrent ensuite est toujours visible, 6 rue Haute. Le général avait été fait prisonnier en juin 1940 à son quartier général de Rennes. Il est décédé en captivité, à Dresde, en 1941.

11. Anecdote racontée par Jean Grosjean dans la préface des *Ceuvres complètes de Malraux*, Bibliothèque de la Pléiade, Gallimard, 1989, tome 1, page XVI. Josette Clotis mourut en septembre 1944 dans un accident de chemin de fer à Brive-la-Gaillarde. Les deux fils de Josette Clotis et d'André Malraux, Gauthier et Vincent Malraux, âgés de 20 et 17 ans, périrent dans un accident de voiture, le 23 mai 1961 près de Lacanche en Côte-d'Or. En 1948, André Malraux épousa en troisièmes noces la pianiste Madeleine Lioux, veuve de son demi-frère Roland Malraux, dont elle avait eu un fils, Alain, né en 1944.

12. Ces renseignements nous ont été fournis par Michel Grémy, qui organisa une randonnée dans le village sur les pas de Malraux, le 21 septembre 2019, lors des journées du Patrimoine. Il est également l'auteur de notices consultables sur le site du village de Collemiers. Nous le remercions.

13. Clara Malraux, *La Fin et le Commencement*, Grasset, 1976.

14. Pierre, en l'honneur de Pierre Drieu La Rochelle. On l'appellera Gauthier. Malraux s'abstint pendant l'Occupation de participer à la NRF dirigée par Drieu la Rochelle, devenu collaborationniste. Mais il resta son ami et Drieu fut, en 1943, le parrain de Vincent Malraux, le second fils de Malraux et de Josette Clotis.

15. Ils étaient membres de réseaux dépendants du *Special Operations Executive*, organisation créée par Churchill pour encourager la subversion et le sabotage dans les territoires occupés. Claude Malraux fut arrêté le 25 février 1944, torturé, déporté au camp de Gross-Rosen où il fut exécuté au printemps ou à l'automne 1944. Roland Malraux fut arrêté le 23 mars 1944 à Brive-la-Gaillarde avec trois autres résistants, et déporté au camp de Neuengamme. Il disparut dans le bombardement du paquebot Cap Arcona par la RAF, au large de Lübeck, le 3 mai 1945.

16. C'est ce que semble montrer la biographie d'Olivier Todd, op.cit.

Madeleine Baudon, le journal d'une infirmière de l'Yonne pendant la guerre

- FRÉDÉRIC GAND -

En 1939, Madeleine Baudon, née le 4 juin 1901 à Saint-Florentin, mariée à Charles Baudon qui dirige une petite brasserie de Saint-Florentin, habite non loin de la gare de Vergigny. L'exploitation d'une partie de ses archives privées, et en particulier de son journal ¹, nous livre des précisions inédites sur le quotidien d'une infirmière de la Croix-Rouge dans notre département pendant l'Occupation. Son parcours est celui d'une personnalité énergique et dévouée, dont l'engagement caritatif s'est prolongé dans la Résistance.

Une infirmière de la Croix-Rouge dévouée aux soldats et aux malades

Très patriote, elle décide de s'engager à la Croix-Rouge et passe en juillet 1939 un examen organisé par la présidente de la Croix-Rouge de l'Yonne, Mme Billaudet. Celle-ci dirige l'école d'infirmières d'Auxerre à l'hôpital Saint-Germain où la fille de Madeleine, Jeanine, est scolarisée. Sans grande formation médicale mais très entreprenante, Madeleine Baudon multiplie les soins dans le Florentinois avec l'aide de Jeanine, âgée de 16 ans. Dès la mobilisation de septembre 1939, elle installe un poste de secours à la gare de Vergigny et soigne les blessés légers de passage. En février 1940, elle confie ce poste à sa fille Jeanine pour tenir une infirmerie dans un des bureaux des Ateliers de chargement de Saint-Florentin, au camp militaire de Varennes. Dans la nuit du 13 au 14 juin 1940, au plus fort de l'Exode, elle soigne des dizaines de soldats rassemblés à la gare, aidée par sa fille et par quelques femmes, comme l'épouse du maire Pierre Cou-



Madeleine Baudon (à droite), pendant l'Exode à Clermont-Ferrand (arch. privées)

dry. Le 15 juin 1940, elle part elle aussi en exode mais, dans la cohue, perd rapidement le contact avec les siens. Elle se met alors au service d'ambulanciers qui manquaient d'une infirmière et se consacre pendant trois jours à sauver un soldat victime d'une hémorragie, avant de le confier aux mains d'un major de l'hôpital de Vichy. Le 19, elle gagne Clermont-Ferrand et y travaille deux mois dans un centre d'accueil. À son retour en septembre 1940, elle accueille une dizaine d'officiers français et transforme sa maison en mess pour un petit détachement de transmission de retour de zone non occupée. Pendant plus de trois ans, elle va se dévouer bénévolement à ses malades, sans compter son temps, se déplaçant souvent à pied ou à vélo et par tous les temps. Elle intervient souvent quand le médecin est absent, soit pour administrer les premiers soins, soit pour veiller un malade. Elle réussit à plusieurs reprises à faire hospitaliser à Auxerre ou à Briennon des patients en situation d'urgence. Elle convainc les officiers allemands de la *Kommandantur* de Saint-Florentin de lui délivrer un laissez-passer et une réquisition de véhicule et d'essence. Les Allemands lui apportent souvent leur aide².

Pendant plus de trois ans, elle va se dévouer bénévolement à ses malades, sans compter son temps, se déplaçant souvent à pied ou à vélo et par tous les temps. s'en échapper.

Une assistante sociale dévouée aux prisonniers coloniaux

Catholique et proche des notables de Saint-Florentin, Madeleine Baudon participe aux actions du Secours national. Cette institution pétainiste qui, depuis la loi du 4 octobre 1940 est seule autorisée à capter la générosité publique, permet de quêter et de récupérer des dons matériels. La Croix-Rouge, comme les autres œuvres, en dépend donc financièrement et participe à ses côtés à des actions charitables. En novembre 1941, elle est nommée assistante bénévole du Secours national par le préfet de l'Yonne. En février 1942, la fondation d'une permanence du Secours nation-



Le Secours National d'Auxerre et M. Rieg, son délégué départemental (*Le Matin*, édition du 22 août 1941)

nal à Saint-Florentin se traduit par la création d'un poste rémunéré d'assistante sociale qui est confié à une demoiselle Ricard, fille du responsable de Saint-Florentin. Celui-ci, huissier de son état, est épaulé par Mme Bellemère, la tante de Madeleine, Mme Raboin, l'épouse de l'adjoint au maire et Mme Audinot, l'épouse du notaire et membre de la Résistance (du Front national). Madeleine Baudon participe alors à des quêtes avec sa fille et

l'actuel jardin de l'octroi, il regroupe près de 300 soldats « indigènes » de l'armée d'Afrique du Nord (Algériens, Soudanais et Guinéens), tandis qu'une cinquantaine de Sénégalais est affectée aux Docks pétroliers. Ces deux *Kommandos*, des équipes de travail composées de prisonniers, correspondent au *Frontstalag* 150, dont le commandant dirige tous les camps de prisonniers du département. En novembre 1940, accompagnée de sa fille et de M. Ricard, le vice-président du Secours national de Saint-Florentin, elle découvre le *Kommando* des Docks et y « trouve 50 Sénégalais prisonniers dans un état repoussant de vermine et mi-nus ». Ils obtiennent des Allemands une désinfection, fournissent des vêtements et organisent un service régulier de boissons chaudes en hiver et fraîches en été. Frappée par l'état de dénuement dans lequel les Allemands, au nom des violents préjugés racistes du nazisme à leur égard, délaissent les prisonniers coloniaux, elle décide d'améliorer prioritairement leur sort. Elle les fait parrainer par le Comité central d'assistance aux prisonniers de guerre (CCAPG) et l'Assistance aux prisonniers coloniaux du général Joseph Andlauer. Madeleine Baudon se rend dans les bureaux parisiens du commandant Louis Bouret, résistant du Réseau du Musée de l'Homme, et de M. Messéan pour présenter « ses protégés »⁴. Elle obtient ainsi des en-

les jeunes filles du Cours complémentaire pour récupérer toutes sortes de choses (argent, vaisselle, chaussures, meubles...) et les redistribuer, en collaboration avec les œuvres de charité, comme l'asile Saint-Charles-la-Miséricorde. Elle découvre « une misère noire, des nids insalubres, des vieillards, des femmes, des enfants de prisonniers qui ont faim ». Elle se consacre aussi aux prisonniers coloniaux. Au camp de Saint-Florentin où ont été internés, fin juin 1940, de nombreux prisonniers de guerre, le départ de ceux-ci pour l'Allemagne à la fin de l'été a laissé place à des prisonniers « coloniaux »³. Dénommé « Pi-Park » et situé à l'emplacement de

PORTRAITS

vois de colis individuels pour plus de 300 « protégés » nord-africains et malgaches entre novembre 1941 et avril 1942, puis pour environ 300 Indochinois de juillet 1942 à début 1943. Elle veille personnellement à la bonne distribution des colis qu'elle réceptionne à la gare et reconditionne au besoin. Elle se charge aussi de la correspondance avec les familles par le biais du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) de Genève et mobilise aussi la Croix-Rouge algérienne. Avec sa fille, elle prodigue aux prisonniers des soins réguliers (engelures, doigts et pieds gelés, notamment lors de l'hiver 1941-42) et constate que la mortalité dans ces camps est forte. Le 25 novembre 1941, elle quête pour financer une kermesse de Noël dans le cadre du Comité d'entraide aux prisonniers de guerre de Saint-Florentin. Le 21 décembre 1941, avec sa fille, elle distribue des repas améliorés aux 40 Malgaches du camp de Joigny, puis aux deux *Kommandos* de Saint-Florentin. À partir de juillet 1942, il ne reste plus que 71 indochinois à Saint-Florentin, que Madeleine Baudon adopte, ainsi que 193 autres Indochinois basés au camp de Maligny. Elle les fait parrainer par le CCAPG mais parvient aussi à faire parrainer leur amicale par le délégué indochinois Thian Hun Phong, qui se charge de donner des nouvelles à leur famille par radio.

Madeleine Baudon agit aussi par charité chrétienne. En décembre 1941, elle adopte le prisonnier Léon Théolier de Chéu, retenu au *Stalag* IA, et dont les parents sont trop pauvres pour lui envoyer des colis. Elle quête chez les commerçants de Saint-Florentin et parvient à lui envoyer deux colis par mois. En janvier 1943, avec l'autorisation des commandants des deux « camps indochinois », elle organise la fête traditionnelle du Têt, le nouvel an vietnamien, et négocie avec les Allemands la présence du délégué Phong auprès de ses compatriotes. Celle qui accompagnait parfois en 1941 « ses Malgaches » à la messe à Saint-Florentin, fait venir ensuite deux prêtres « annamites », l'abbé Vinck et l'abbé Ly, pour célébrer Pâques, le 25 avril 1942, au camp de Maligny⁵. En avril

1943, Madeleine Baudon accueille une mère originaire de Lille-Hellemmes, une commune sinistrée après les bombardements alliés, adopte moralement son fils Pierre, âgé de 4 ans, et le garde provisoirement.

Une infirmière de la Croix-Rouge dévouée aux prisonniers français

Madeleine Baudon n'a pas pu empêcher, malgré plusieurs interventions de sa part, le retour en Allemagne de prisonniers en « congé de captivité », c'est-à-dire ceux qui avaient obtenu l'autorisation de reprendre temporairement leur travail en France. Elle essaie toutefois d'obtenir des congés de captivité, notamment pour les agriculteurs locaux, et présente des dizaines de dossiers auprès des chambres d'agriculture de Sens, d'Auxerre et même de Paris. Mais les Allemands demeurent méfiants car ces prisonniers en congé s'évadent fréquemment. Elle obtient de meilleurs résultats en jouant sur le dossier médical et réussit à faire réformer plusieurs prisonniers. C'est ainsi que Madeleine est sollicitée par sa chef, Mme Billaudet, pour essayer de réformer M. Lottier. Celui-ci sera finalement libéré du camp de Saint-Florentin au titre d'ancien combattant, après les interventions de Madeleine Baudon et de Mme Coray, une interprète et amie de Lottier⁶. Grâce à ses contacts au

Frontstalag 124 de Joigny et au *Frontstalag* 150 des camps de Saint-Florentin, elle réussit à faire réformer dans l'été 1941 plusieurs autres prisonniers. Elle négocie aussi à Paris le retour des prisonniers des *Stalags*. Dès l'été 1941, elle fréquente plusieurs services parisiens et y défend la cause des prisonniers appartenant au corps médical, les « sanitaires », faisant expédier leur dossier dans les *Stalags* par le CICR (Comité International de la Croix-Rouge) de Genève. Elle sollicite aussi les services de la Croix-Rouge française et de la Croix-Rouge allemande. Ses démarches lui ont permis de faire rentrer une dizaine de prisonniers, dont une moitié pour raison de santé et une autre comme soutiens de famille. Le journal de Madeleine Baudon s'arrête en avril 1943 et ne commente pas les autres cas. Une liste fait pourtant état du rapatriement d'une vingtaine de prisonniers.

Une infirmière de la Croix-Rouge qui devient résistante sédentaire

Par son action sanitaire et sociale, Madeleine Baudon a dû souvent contourner les autorités allemandes et s'est retrouvée ainsi aux côtés des résistants. Elle déclare dans son journal, mais sans citer de noms, avoir favorisé l'évasion de quelques prisonniers du camp de Joigny. À l'été 1941, elle a hébergé plusieurs prisonniers



Jeanne Gourmand et sa fille Madeleine Baudon, décorées de la médaille de la France libérée [arch. privées]

évadés et les a aidés à gagner la zone non occupée. Elle a notamment protégé puis contribué à faire libérer le prisonnier Gibier, ayant fui en zone non occupée pour éviter un départ en Allemagne, et qui pourrait être le fermier Gaston Gibier de Beugnon, au domicile duquel se tiendront des réunions du Comité militaire régional des FTP. Mais au-delà de ces actes personnels de Résistance, elle s'est retrouvée, avec sa famille, dans la périphérie des organisations de résistance locales et les a soutenues.

Avec sa mère, Mme Gourmand, sa fille Jeanine et son mari Charles Baudon, elle aide d'abord le Front national local à partir de 1942, puis les maquis à partir de l'été 1943, fournissant hébergements, vivres et vêtements. Mme Gourmand prête sa remise à plusieurs reprises à Lucien Cormeau, qui mourra dans l'attaque allemande du village de Chailley et du maquis Horteur (Libération-Nord) le 23 juin 1944. Son mari, Charles Baudon, brasseur, organise des opérations de ravitaillement de maquis en armes et vivres sous le couvert de son activité professionnelle et grâce à sa voiture et à son autorisation de circuler. De son côté, elle soigne les maquisards du maquis Vauban installés près de Bellechaume. Jacques Monier (horloger de Saint-Florentin), membre du Front national, confirme le rôle joué par la famille Baudon dans le soutien à la Résistance. Il ajoute que Madeleine Baudon a échappé de peu aux griffes du collaborateur Angelici⁷, qu'il estime responsable de l'arrestation de Georges Vannereux, résistant du Front national et membre du groupe Irène Chiot, fusillé par les Allemands le 8 novembre 1943 au champ de tir d'Égriselles⁸. Angelici est à la même époque sur les traces de Charles Baudon qu'il a dénoncé aux Allemands et qui est en fuite à Lyon. L'adjudant de gendarmerie Roy convainc Madeleine de se cacher mais la *Feldgendarmerie* menace sa mère, ce qui la contraint à se rendre. Interrogée rudement d'abord à Saint-Florentin puis à Joigny, elle est relâchée le 21 décembre 1943 mais laissée en liberté sous contrôle à Paris. Son mari vient l'y rejoindre et travaille

à Choisy-le-Roi sous un faux nom, tandis qu'elle est employée dans une clinique privée de Neuilly-sur-Seine. Certes les autorités allemandes ont progressivement libéré les catégories de prisonniers qui leur étaient le moins utiles (veufs, malades, pères de famille nombreuses et anciens combattants de 1914-18), dans l'espoir de les remplacer par de plus jeunes travailleurs, dans le cadre de la Relève puis du Service du travail obligatoire (STO). L'action de Madeleine Baudon ne doit toutefois pas être minimisée car toute libération n'allait pas de soi et son rôle social à l'égard des prisonniers coloniaux fut important. Sa fréquentation des autorités allemandes comme son rôle, assez secondaire, au sein du Secours national, ont pu à l'époque suggérer une forme de collaboration mais son rôle résistant est confirmé par de nombreux témoignages.

À la Libération, elle est affectée aux centres de rapatriement des prisonniers de guerre de Molitor puis Michellet à Paris. Elle y reste jusqu'en juillet 1945 puis, reconnue infirmière par le ministère de la Santé en 1946, elle entame une carrière libérale à Paris. Revenue passer sa retraite à Saint-Florentin dans les années 60, elle est décédée le 2 novembre 1994. •

Notes :

1. Archives privées. Tous mes remerciements à Guylaine Baloup-Berry et à sa mère Josette Baudon, respectivement petite-fille et fille cadette de Madeleine Baudon. Josette a épousé le fils de Robert Baloup, résistant de Merry-la-Vallée, sédentaire puis maquisard de Libération-Nord.
2. Toute action de secours était impossible sans l'autorisation et l'aide des autorités allemandes, soit pour transporter des blessés, soit pour visiter des camps de prisonniers. Celles-ci, tenues d'appliquer la Convention de Genève (27 juillet 1929), relative au traitement des prisonniers (désinfection, inspection médicale...) privilégiaient les relations avec la Croix-Rouge française plutôt qu'avec le Secours national sous tutelle maréchaliste. Voir arch. dép. Yonne, 1 W 664 et Le Crom Jean-Pierre, *Au secours, Maréchal ! L'instrumentalisation de l'humanitaire* (1940-1944). PUF, « Hors collection », 2013
3. Voir arch. dép. Yonne, 1 W 643 et CD-

Rom *La Résistance dans l'Yonne*, AERARORY, 2004, en particulier les fiches de Claude Delasselle sur les camps de prisonniers.

4. Blanc Julien, *Au commencement de la Résistance. Du côté du Musée de l'Homme, 1940-1941*, Seuil, 2010.

5. Le service social du journal *Paris-soir* a accepté de lui payer des clichés (200 francs, soit 70 euros actuels) de ses protégés un jour de Noël, à des fins de propagande pétainiste.

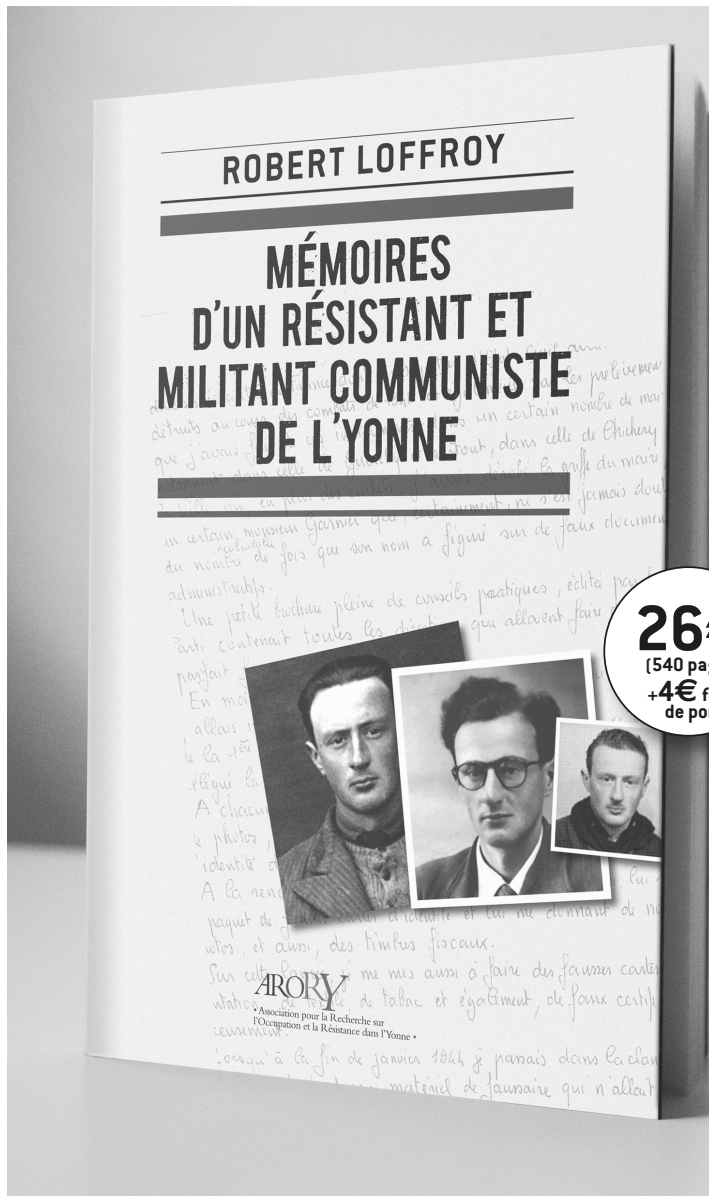
6. S'agit-il d'André Lottier qui a raconté son parcours de prisonnier ? C'est possible. Lottier André, *Les camps de prisonniers de Tonnerre et de Saint-Florentin (21 juin-26 juillet 1940)*, Bulletin de la Société des Sciences de l'Yonne n° 110, p. 157 à 172.

7. Archives privées de la famille Baloup-Berry (attestations et enquête de moralité sur la famille Baudon).

8. <https://maitron.fr/spip.php?article162244>, notice VANNEREUX

Georges, par Claude Delasselle.

PUBLICITÉ



Toujours disponible :

LES MÉMOIRES DE ROBERT LOFFROY, RÉSISTANT ET MILITANT COMMUNISTE DE L'YONNE

Le témoignage exceptionnel d'un acteur déterminant de la Résistance dans l'Yonne

540 pages, archives photos hors texte, notes détaillées et index...

Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'ARORY uniquement par mail : arory.doc@wanadoo.fr



Toujours disponible dans la collection Actes des Colloques

L'entrevue Pétain-Goering en gare de Saint-Florentin-Vergigny le 1^{er} décembre 1941

Le point historique sur un événement méconnu de la collaboration survenu dans l'Yonne sous l'occupation

Vous pouvez commander l'ouvrage auprès de l'ARORY uniquement par mail : arory.doc@wanadoo.fr